

ZONES INDUSTRIELLES

Les espaces vides réappropriés

Longtemps considérées comme une entrave au développement en Algérie, les zones industrielles ont été réhabilitées, grâce à la pertinence des décisions prises, et à l'engagement ferme et résolu du Chef de l'Etat. Pour beaucoup d'économistes algériens, les orientations du président de la République en matière de gestion du foncier industriel, ainsi que la création de nouvelles zones industrielles sont les garantes de la réussite de la politique d'investissement.

P 3



TIZI-OUZOU

**Electro-industries exporte
ses produits vers la
Mauritanie**



L'entreprise publique Electro-Industries (ex-ENEL) située à Azazga, à environ 35 km à l'est de Tizi Ouzou, a procédé la semaine passée à l'exportation de ses produits vers la Mauritanie

P 4

GAZ

**L'Algérie réduit sa
consommation de 3,4
milliards m³ en un an**



Face à une consommation exponentielle du gaz, l'Algérie, dans le cadre de son efficacité énergétique, a entamé la rationalisation de la consommation interne du gaz qui commence à donner ses fruits.

P 5

ENERGIES

**«En 2023, on aura une
consommation inédite du
pétrole»**

«En 2023, le monde va consommer plus de pétrole qu'il n'en a jamais consommé dans toute l'histoire. On va battre le record de 2019. Cela a aussi un impact sur les prix du pétrole », affirme sur franceinfo, Francis Perrin, directeur de recherche à l'IRIS.

P 3

DATE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE,
PROFS DE SPORT AU PRIMAIRE...

**Les annonces
du ministre de
l'Education** P4

AMBASSADE D'ALGÉRIE À ROME

**Publication d'un rappel
important pour les
membres de la diaspora** P4

COOPÉRATION MILITAIRE

**La corvette russe
«MERKURIY 734» accoste
au port d'Alger** P5

ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Une carte unique aux étudiants

Fini les tracasseries bureaucratiques, encore moins la paperasse. Désormais tous les services offerts aux étudiants seront regroupés dans une seule carte.

Dans le cadre de la numérisation et de la modernisation des œuvres universitaires, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique va lancer une nouvelle carte unique et unifiée regroupant tous les services fournis par l'université. Devant entrée en service avec la nouvelle rentrée universitaire, la nouvelle carte couvrira tous les services offerts aux étudiants, notamment le transport, l'hébergement, la restauration, l'accès aux infrastructures pédagogiques...

Selon l'instruction du ministère, cette restera tout au long du cursus de formation universitaire de l'étudiant. Dotée d'une technologie d'identification par ondes Rfid, la carte est reliée à la base de données numérique des étudiants.

Elle constitue un support de développement continu de l'environnement numérique au profit des étudiants, précise-t-on.

Concernant ses caractéristiques, cette carte est de dimensions standards de 85 mm / 54 mm, et se décline en blanc resto-verso.

Le recto est dédié aux données liées au volet pédagogique de l'étudiant, tandis que le verso est réservé aux services fournis par les œuvres universitaires.

Équipée d'une puce Rfid à une fréquence de 125 kHz, se support porte un numéro d'identification composé d'au moins 8 chiffres. Selon le ministère, la carte sera établie au niveau de chaque établissement universitaire par une commission comprenant de représentants qualifiés des services de la pédagogie et des services des œuvres universitaires.

Ces derniers sont chargés chacun dans son domaine de porter les données de l'étudiant dans cette carte, tandis qu'un technicien s'occupera de relier le numéro d'identification unique de l'étudiant à ses données numériques contenues dans la base de données.

DATE DE LA RENTRÉE SCOLAIRE, PROFS DE SPORT AU PRIMAIRE...

Les annonces du ministre de l'Education

En visite ce hier dans la wilaya de Tiaret, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, s'est exprimé sur la date de la rentrée scolaire (2023/2024) pour les élèves et le recrutement des enseignants d'éducation physique et sportive dans le cycle primaire.

Alors que le personnel administratif du secteur de l'Education a repris le travail, aujourd'hui 27 août et que les enseignants reprendront le 3 septembre, la date de la rentrée scolaire pour les élèves n'a pas été encore fixée. A ce propos, le ministre s'est contenté de dire que la date sera annoncée « prochainement ».

« Nous avons entamé depuis plusieurs mois les préparatifs pour la prochaine rentrée scolaire, dont la date sera annoncée prochainement » n'a déclaré le ministre, qui a ajouté que « pour cette année, nous attendons plus de 11 millions d'élèves dans nos établissements scolaires ». Concernant le recrutement d'enseignants d'éducation physique et sportive

dans le cycle primaire, M. Belabed a annoncé qu'ils seront nommés dans les écoles primaires à partir de ce lundi.

Les profs de sport au primaire nommés à partir de lundi

Dans une déclaration à la radio chaîne 1, le ministre a expliqué que de nombreux dossiers sont pris en charge, en tête desquels figurent des dossiers spéciaux approuvés par le président de la République lors du conseil des ministres, concernant l'intégration de l'éducation physique et sportive au niveau de l'enseignement primaire.

« Les structures sont en place et nous surmonterons les rares difficultés que nous

pourrions rencontrer en ce qui concerne la disponibilité des infrastructures sportives », a-t-il dit.

Lors d'un Conseil des ministres en avril dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait ordonné le lancement de l'opération de recrutement de 12.000 enseignants diplômés spécialisés pour encadrer le sport scolaire.

En outre, le ministre de l'Education nationale a également fait savoir que l'enseignement de la sécurité routière sera inclus dans le programme d'études, dans le but de sensibiliser les élèves et de contribuer à la stratégie de réduction des accidents. Dans des déclarations à la presse, M. Belabed a également évoqué une révision de l'examen du BEM.

NOUVEAU VARIANT DU CORONAVIRUS ERI5

Le P^r Djenouhat rassure

Alors que le monde vient tout juste de sortir d'une crise sanitaire due au coronavirus, un nouveau variant du Covid, surnommé Eris, a récemment frappé les côtes britanniques, provoquant la panique dans le pays.

Et bien qu'il ne soit actuellement pas répertorié comme un variant préoccupant, selon l'Organisation mondiale de la Santé, il est surveillé de très près car il a dûores et déjà passé les frontières. Il aurait également été repéré dans d'autres pays dont la France.

Faudrait-il s'en inquiéter ? « Le nouveau variant qui vient d'être détecté ne constitue pas une menace, et ce, pour plu-

sieurs raisons », rassure Pr Kamel Djenouhat, chef de service du laboratoire central de l'hôpital de Rouiba (Alger) et président de la Société algérienne d'immunologie, dans un entretien à nos confrères d'El Moudjahid. Plus explicatif, le patricien af-

firme qu'en premier lieu, le variant «Eris» ou le «EG.5» est une sous-lignée du variant «Omicron» du Covid-19.

« C'est un variant qui n'est pas loin du variant Omicron mais a deux particularités : il se transmet plus rapidement que le variant précédent, mais sur le plan pathologique il n'est pas virulent », dit-il.

C'est aussi, à ses dires, un variant qui est apparu en février dernier en Inde. Il circule depuis presque sept ou huit mois déjà sans avoir causé de dégâts. Actuellement, il a été détecté dans plusieurs pays dans le monde.

A la question de savoir si la variante a été détectée en Algérie, Pr Djenouhat, est affirma-

tif. Selon lui, si on fait des séquençages, on la trouvera.

« Ces derniers jours, au niveau de l'hôpital de Rouiba, nous avons enregistré des cas de Covid qui ont la même symptomatologie qu'Omicron. C'est à dire une symptomatologie bénigne à savoir des maux de tête, une fièvre, un fatigue et une faiblesse un peu plus intense, mal de gorge ou une pharyngite, une petite toux », a-t-il soutenu.

Pour lui, ce sont des symptômes qui ne nécessitent pas d'hospitalisation. Il n'y a pas de signes alarmants ou de signes d'atteinte pulmonaire. C'est un syndrome pseudo-grippal, ce qui montre que ce variant n'est pas virulent.

AIR ALGÉRIE

Nouvelle offre promotionnelle sur certains vols

La compagnie aérienne nationale Air Algérie continue ses offres promotionnelles envers sa clientèle notamment en cette période estivale synonyme de grands mouvements de déplacements notamment pour notre communauté établie en étranger. Ainsi Air Algérie, a fait

par dans un communiqué posté sur sa page « réservations » d'une nouvelle offre promotionnelle, qui concerne ses vols vers plusieurs destinations. Il s'agit notamment des vols à destination de Montréal, Marseille et Istanbul Ainsi, Air Algérie propose à ses clients de réserver leurs billets

en aller-retour, au départ de l'aéroport d'Oran, à destination de celui de Marseille, en France, au prix de 22 600 dinars algériens, pour des vols programmés jusqu'au 28 octobre 2023. Pour la Turquie, Air Algérie affiche ses billets en Aller-retour, depuis Annaba vers Istanbul, au prix de 44

760 dinars algériens. Et ce ci concerne les vols de la compagnie programmés jusqu'au mois de mars 2024. Enfin pour Alger-Montréal, les billets sont proposés au prix de 84 960 dinars algériens, aller-retour, et ce jusqu'au 30 mars 2024.

Quotidien économique

Les Enjeux EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication
Radji ZahirSiège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri AlgerSiège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09Impression
Centre : SIADistribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale
de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur

email: agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28

Fax : (021) 73.95.59

(021) 73.99.19

ZONES INDUSTRIELLES

Les espaces vides réappropriés

Longtemps considérées comme une entrave au développement en Algérie, les zones industrielles ont été réhabilitées, grâce à la pertinence des décisions prises, et à l'engagement ferme et résolu du Chef de l'Etat. Pour beaucoup d'économistes algériens disent que les orientations du président de la République en matière de gestion du foncier industriel, ainsi que de la création de nouvelles zones industrielles sont les garantes de la réussite de la politique d'investissement.

Par Samir Chalabi

Les insuffisances dans la gestion du foncier industriel, empêchent un grand nombre de projets d'investissements déjà inscrits de se concrétiser dans les délais. C'est à ce titre que le ministre de l'Industrie, a lancé un avertissement aux opérateurs ayant bénéficié de foncier industriel sans avoir entamé de travaux pour lancer leurs projets jusqu'à l'heure actuelle. Il a, en outre, demandé aux responsables locaux de finaliser l'aménagement des zones industrielles, particulièrement leur raccordement aux réseaux électrique, gaz et eau. Pour le premier responsable du secteur industriel, les opérateurs ayant bénéficié de terrains industriels doivent savoir qu'il y aura application stricte de la loi relative à la récupération des biens fonciers inexploités, afin de les orienter vers d'autres porteurs de projets d'investissement. C'est la même préoccupation que le ministre de l'Industrie, reprend lors de sa visite dans la wilaya de Mila. Il a rappelé l'urgence d'achever la réalisation des zones industrielles pour permettre aux opérateurs économiques d'entamer leurs activités.

Il est à signaler que le gouvernement a prévu la réalisation de 50 nouvelles zones industrielles, du fait du degré de rareté du foncier industriel, particulièrement au nord du pays, afin de relancer l'économie nationale et booster l'industrie. Idir Saci, expert en régulation bancaire et financière, a fait une analyse du sujet. Selon lui, "la récupération des terrains industriels auprès d'investisseurs n'ayant pas réalisé de projet est une mesure proactive du gouvernement algérien pour optimiser l'allocation des ressources et promouvoir le développement économique".

En ciblant ceux qui n'utilisent pas efficacement les terres, le gouvernement "vise à encourager l'utilisation productive des terrains industriels et potentiellement à attirer de nouveaux investisseurs plus susceptibles de développer des projets", a-t-il commenté.

A titre de comparaison, de certaines politiques publiques sur ce domaine, il ressort que la gestion des terrains industriels publics varie considérablement

Par exemple aux États-Unis, les terrains industriels publics sont souvent gérés par des agences spécialisées aux niveaux fédéral, étatique ou local. Ces agences jouent un rôle crucial, en attirant le développement industriel, en soutenant les entreprises et en garantissant que l'utilisation des terres reste conforme aux objectifs économiques régionaux. Ainsi, les États-Unis forment un exemple de gestion mixte à la fois central et local, voire une approche plutôt efficace même si elle présente certaines limites, notamment sur le respect de certaines normes telles que l'impact environnemental de certains projets et la prédominance des décisions fédérales pas toujours acceptées par les populations au niveau des provinces. L'autre exemple est celui du gouvernement



chinois qui a mis en œuvre diverses stratégies de gestion des terrains industriels, telles que la création de parcs industriels et de zones de développement. Ces zones fournissent des infrastructures, des services de soutien et des incitations pour attirer les investisseurs nationaux et étrangers, stimulant, ainsi la croissance économique et l'emploi

En somme, la Chine exemple d'efficacité de ses deux bras, les secteurs public et privé, accorde souvent la gestion de ces espaces à des sociétés privées sur la base de lettre de mission de cahier des charges Enfin, le dernier exemple est celui du gouvernement allemand ayant adopté une approche différente, en travaillant sur la promotion du développement coopératif des terres. Il encourage ainsi, la collaboration entre les gouvernements locaux et les entités privées pour identifier des sites industriels appropriés, développer les infrastructures et faciliter la création d'installations manufacturières ou industrielles.

Aplanir tous les obstacles en matière d'accès au foncier économique

De ces exemples, il est important de noter, que l'efficacité des stratégies de gestion des terrains industriels publics dépend de divers facteurs, notamment du contexte local et des méthodes de mise en œuvre. Cependant, aux différentes expériences demeure l'objectif commun de faciliter la croissance économique, la création d'emplois et le développement durable. En partant du contexte et de l'expérience algérienne, le projet de loi abrogeant les dispositions de l'ordonnance de 2008, fixant les conditions et modalités de concession des terrains relevant du domaine privé de

l'État, destinés à la réalisation des projets d'investissement, vise à aplanir tous les obstacles qui se dressaient devant les investisseurs en matière d'accès au foncier économique, et prévoit plusieurs facilitations et avantages

Ce texte s'inscrit dans une optique de complémentarité avec la loi sur l'investissement en accordant à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), via son guichet unique, le droit exclusif d'octroyer le foncier économique relevant du domaine privé de l'État destiné à la réalisation de projets d'investissement.

Outre la centralisation de l'attribution, le texte prévoit des agences publiques pour assurer la gestion future de ces sites. A ce propos, nous pensons qu'un modèle mixte central et local pour la prise des décisions d'attribution devrait être envisagé, et cela par niveau et importance des projets suivant les critères déjà décrits dans les textes relatifs à la classification des projets et avantages. Aussi, une gestion basée sur un cahier des charges impliquant toutes les parties publiques et privées, devra à terme assurer une qualité optimum sur la question de la gestion de ces zones. la performance est un vrai sujet pour maintenir ces espaces dans les normes requises".

Donc à terme, la décision du gouvernement algérien de récupérer des terrains industriels inutilisés et d'en confier la gestion à des organismes publics est une étape positive, en particulier sur le volet procédure d'attribution

Aussi, en centralisant la surveillance et l'attribution de ces terres, le gouvernement peut optimiser leur utilisation et attirer de nouveaux investissements qui contribueront à la croissance industrielle et au développement économique du pays", a-t-il soutenu.

ENERGIES

«En 2023, on aura une consommation inédite du pétrole»

«En 2023, le monde va consommer plus de pétrole qu'il n'en a jamais consommé dans toute l'histoire. On va battre le record de 2019. Cela a aussi un impact sur les prix du pétrole », affirme sur franceinfo, Francis Perrin, directeur de recherche à l'IRIS.

Notant une hausse des prix des carburants depuis début juillet, M. Perrin précise que «cette phase de hausse peut continuer ». Pour l'instant, dit-il, «en moyenne, sur toutes les stations-services en France pour le gazole on est à 1,83 euro le litre et sur le sans-plomb 95 on est à 1,93 euro le litre ». Cette augmentation se justifie notamment par la réduction de production des pays de l'OPEP+. «L'Arabie Saoudite a décidé d'ajouter des réductions supplémentaires. Clairement le but de ces réductions de production est de maintenir les prix du pétrole à des niveaux jugés suffisamment élevés », indique M. Perrin. Il est aussi question de l'amélioration de la situation économique mondiale. « Quand l'économie mondiale va mieux, ça veut dire que le monde consomme plus de pétrole et cela pousse souvent les prix du pétrole à la hausse », explique l'expert.

EMPLOIS La DGSN recrute des contractuels au Sud

La Direction général de la sûreté nationale a annoncé l'ouverture d'un concours de recrutement, par voie de sélection sur étude de dossier. Ce recrutement de contractuels, au titre de l'année 2023, concerne les différents services dans les dix wilayas du sud nouvellement créées et les unités républicaines de sécurité, précise le communiqué de la DGSN. Les dossiers de candidature doivent être déposés auprès des services de police locaux et des ressources humaines de wilaya. Le délai de dépôt des dossiers de candidature est de vingt jours à compter de la date de publication de l'annonce. En tout, il est question de pourvoir à 420 postes. La Direction générale de la sûreté nationale a également précisé que les dossiers manquants ne sont pas pris en compte par le premier comité de sélection.

EXPORTATION
DU RIZ BASMATI

L'Inde fixe un prix minimum

L'Inde a imposé un prix minimum à l'exportation de 1.200 dollars la tonne sur le riz basmati, a annoncé hier le gouvernement dans un communiqué. Ce pays d'Asie du Sud avait déjà interdit en juillet dernier les exportations de riz blanc non basmati et a imposé vendredi des droits de douanes de 20% sur les exportations de riz étuvé. Mais après l'interdiction, certains commerçants ont classé le riz blanc non basmati comme basmati pour contourner les restrictions à l'exportation, a indiqué le gouvernement dans un communiqué. L'Inde et le Pakistan cultivent exclusivement du riz basmati aromatique de première qualité. L'Inde expédie environ 4 millions de tonnes de riz basmati vers des pays comme l'Iran, l'Irak, le Yémen, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et les Etats-Unis.

TIZI-OUZOU

Electro-industries exporte ses produits vers la Mauritanie

L'entreprise publique Electro-Industries (ex-ENEL) située à Azazga, à environ 35 km à l'est de Tizi Ouzou, a procédé la semaine passée à l'exportation de ses produits vers la Mauritanie. Le lot exporté comprenait des transformateurs de distribution ainsi que des moteurs électriques monophasés et triphasés. Dans un communiqué diffusé sur sa page Facebook, l'entreprise a annoncé que le 23 août 2023, elle avait exporté ses produits électriques vers la République Islamique de Mauritanie. Les détails précis sur les quantités exportées n'ont pas été communiqués. L'entreprise Electro-Industries d'Azazga est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de produits électriques. Chaque année, elle produit environ 3500 transformateurs et 13500 moteurs électriques. Cependant, sa capacité de production peut atteindre jusqu'à 6000 transformateurs et 50 000 moteurs.

MANAGEMENT DES RISQUES

Les structures bancaires sont un maillon fort

La maîtrise des risques est devenue depuis quelques années au cœur des préoccupations des autorités financières, actionnaires et des dirigeants des différentes banques, soulignent des spécialistes.



Selon eux, la réglementation algérienne édictée par la loi 11-08 du 28 octobre 2011 relatif au contrôle interne est très claire : les institutions financières algériennes et essentiellement les banques devront impérativement disposer d'un système de surveillance de ses propres risques. Sur ce sujet, Morsi Hamza et Amoura Djamel, de l'université Blida 02 affirment que le rôle primordial de la fonction management des risques est devenu « absolument central dans la création de valeur et également la préven-

tion de sa destruction», et mentionnent que le suivi permanent des opportunités et menaces est «l'un des moyens les plus importants pour prendre des décisions en temps opportun». Aux yeux des deux universitaires, il est «fortement recommandé d'instaurer au niveau des institutions financières (banques, campagne d'assurance, entreprise de bail...) une culture des risques qui permettra d'anticiper les différents types de risques, lesquels pourront mettre en danger l'atteinte des objectifs et par conséquent la mise en cause

de sa pérennité». Il est également question de mettre en place un registre « risques/facteurs de risques », afin de bien connaître au quotidien les menaces et opportunités internes à la banque ou externe. En effet, la mise en place d'une direction des risques ou la structure de management des risques au niveau des banques commerciales est « un maillon essentiel dans la performance, la rentabilité et la continuité d'exploitation ». Au chapitre des recommandations, les universitaires relèvent que le projet de « mise en œuvre d'une cartographie des risques opérationnels au niveau des banques algériennes nécessite des moyens, du temps et des connaissances en la matière ». Afin d'atteindre les objectifs tracés par les instances de gouvernance de la banque, « la gestion et la surveillance des risques devraient être assurées pour chaque directeur responsable là où il est, pour ce qui le concerne ». Aujourd'hui, la gestion du risque opérationnel est placée au niveau d'une des préoccupations majeures des dirigeants des institutions bancaires. La mise en place d'une telle gestion, nécessite l'adoption d'un ensemble d'outils et de pratiques visant à estimer leur couverture par les capitaux propres de la banque. Cette couverture devrait assurer la survie des banques ou tout au moins réduire les risques des arrêts d'activité.

AMBASSADE D'ALGÉRIE À ROME

Publication d'un rappel important pour les membres de la diaspora

Plusieurs ressortissants algériens optent pour l'Italie pour leurs vacances, ou pour s'y installer. Pour rester au service de sa diaspora, l'Algérie a ouvert plusieurs consulats dans différentes villes italiennes. Pour rappel, l'Algérie a ouvert son dernier consulat dans le pays, il y a quelques mois, à Naples, cet établissement consulaire fournit ces services depuis le début du mois d'août 2023. Dans ce sillage, l'ambassade d'Algérie à Rome a publié un nouveau communiqué, à l'adresse des membres de la diaspora établis en Italie.

En effet, à l'occasion de l'ouverture de ce nouveau consulat, l'ambassade d'Algérie à Rome fait un rappel important, dans un communiqué publié sur sa page officielle, concernant l'ensemble de ses établissements consulaires à travers le pays. Par ailleurs, le communiqué de l'ambassade d'Algérie à Rome rappelle à la diaspora, qu'ils pourront rejoindre ses services consulaires. Le consulat général d'Algérie à Rome couvre les régions de Lathium, Ombrie, Marches, Sardaigne et les Abruzzes; Le consulat d'Algérie à Milan propose ses

services pour les Algériens établis à Toscana, Trentino Alto Adige, Val d'Aoste. Mais aussi, à Lombardie, Emilia Romagna, Liguria. Et à Val d'Aoste, Veneto, Friuli, Venezia Giulia et Piemonte; Le consulat général d'Algérie à Naples assure ses services au profit des ressortissants algériens établis à Basilicata, Molise, Sicilia, Campania et Calabria. Ainsi, les ressortissants algériens établis en Italie désireux de faire appel aux services consulaires d'Algérie, sont appelés à se rapprocher de l'établissement en question. Et ce, selon leur région de résidence.

CONVENTION SETRAM-ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Le Métro et le tramway gratuit pour les étudiants

Dans le cadre des efforts du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Office national des œuvres universitaires pour développer et améliorer les services offerts aux étudiants, une convention a été signée avec la société Setram (société chargée de l'exploitation des tramways en Algérie) pour le trans-

port en métro et tramway des étudiants. Selon un communiqué du ministère, cet accord est valable au niveau de 7 wilayas disposant de Tramway et de Métro. Il s'agit d'Alger, Oran, Constantine, Sétif, Ouargla, Bel-Abbès et Mostaganem. Cet accord permettra le transport gratuit des étudiants résidents, et ce après four-

niture d'un dossier administratif par voie électronique au niveau des directions des services concernées. Ces dernières se chargeront de l'élaboration des cartes spécifiques auprès de la société Setram. Cette convention entrera en vigueur à compter à partir de la rentrée universitaire 2023/2024, est-il mentionné. Sur un autre registre, et en prévision de

la rentrée universitaire, l'Office national des œuvres universitaires réceptionnera 19 résidences universitaires pour une capacité de 36000 lits. Implantées à travers le territoire national, ces résidences ouvriront leurs portes à partir de cette année. Ce qui permettra de soulager certaines résidences du problème de surcharge.

GAZ

L'Algérie réduit sa consommation de 3,4 milliards m³ en un an

Face à une consommation exponentielle du gaz, l'Algérie, dans le cadre de son efficacité énergétique, a entamé la rationalisation de la consommation interne du gaz qui commence à donner ses fruits.

D'après les données publiées par le site spécialisé El-Taqa, cité par des médias, la consommation algérienne du gaz a diminué en 2022 par rapport à l'année qui l'a précédée en passant de 47,7 milliards de m³ à 44,3 milliards m³.

L'Algérie, qui figure à la 4e position des pays consommateurs du gaz dans la zone arabe, après l'Arabie saoudite, les Emirats arabes et l'Egypte, continue à fournir d'importants efforts dans le développement des ressources d'énergies alternatives comme le solaire et l'hydrogène. « La réduction de la consommation in-



terne a permis à l'Algérie d'augmenter ses exportations en 2022 pour atteindre 56 milliards m³ », expliquent les rédacteurs du rapport d'El-Taqa.

En plus de cette rationalisation de la consommation interne, l'Algérie table sur une multiplication de ses exportations gazières pour atteindre 100 milliards m³, produire un milliard de tonnes d'hydrogène vert et 15 000 MW d'énergie solaire. Il s'agit des projets qui ont pour objectif de placer le pays comme l'un des acteurs clés sur la scène énergétique internationale avec une offre énergétique variée allant du gaz à l'hydrogène ou l'électricité.

FACE À L'ENVOLÉE DES PRIX DE L'OR

La percée des bijoux fantaisie

L'été est propice aux fêtes de mariage et autres célébrations. Cependant, les Algériens ne se bousculent pas pour autant pour acheter bagues, colliers, bracelets ou boucles d'oreille en or. Il est facile, en effet, de constater cette réticence à travers n'importe quelle bijouterie de la capitale.

Les rares clients qui y mettent les pieds déchantent vite à l'annonce des prix.

Les acheteurs s'accordent à dire qu'ils trouvent les prix exorbitants. Une simple bague en or peut atteindre jusqu'à 80.000 DA et un fin collier est vendu à 20.000 DA. Dans la plupart des cas, ils préfèrent réfléchir à deux fois avant d'acheter ou reporter carrément leur achat.

Une virée dans les bijouteries révèle un écart du prix du gramme d'or. L'or local est proposé entre 10.900 DA et 11.000 DA, tandis que le gramme d'or importé oscille entre 4.000 DA et 15.000 DA. Les vendeurs ajoutent le poids des pierres de cristal incrus-

tées sur les bijoux au poids de l'or net, sans le considérer comme un matériau différent ou non de la même valeur et de la même cherté, ce qui a conduit les clients à éviter l'achat de bijoux de pierres, préférant les pièces d'or simples. En revanche, pour éviter de se ruiner, les jeunes filles, devant convoler en justes noces, se rabattent sur le toc pour se parer le jour de leur mariage. « En plus des prix bas, les modèles fantaisie et en plaqué or sont très beaux », affirme une cliente.

Il existe de multiples métaux utilisés pour la confection des bijoux. C'est le cas de l'argent ou encore de l'acier. Ce dernier occupe une place de choix en joaillerie, du fait de ses nombreuses qualités. Aujourd'hui, il fait partie des tendances à suivre en matière de bijoux. À côté de l'or et de bien d'autres métaux et pierres précieuses, l'acier inoxydable a trouvé une place honorable. Il se décline sous toutes les formes, pour le plus grand plaisir des femmes. Il possède de nombreuses propriétés, dont son potentiel anticorrosif. « Les bijoux en acier inoxydable se gardent très longtemps, grâce à leur grande résistance. Ils ne per-

dent pas de leur couleur et ne rouillent pas avec l'usure. Vous pouvez le garder sous la douche et même pour dormir », déclare un vendeur.

Il existe de multiples métaux utilisés pour la confection des bijoux. C'est le cas de l'argent ou encore de l'acier. Ce dernier occupe une place de choix en joaillerie, du fait de ses nombreuses qualités. Aujourd'hui, il fait partie des tendances à suivre en matière de bijoux. À côté de l'or et de bien d'autres métaux et pierres précieuses, l'acier inoxydable a trouvé une place honorable. Il se décline sous toutes les formes, pour le plus grand plaisir des femmes. Il possède de nombreuses propriétés, dont son potentiel anticorrosif. « Les bijoux en acier inoxydable se gardent très longtemps, grâce à leur grande résistance. Ils ne per-

dent pas de leur couleur et ne rouillent pas avec l'usure.

Vous pouvez le garder sous la douche et même pour dormir », déclare un vendeur. Il existe de multiples métaux utilisés pour la confection des bijoux. C'est le cas de l'argent ou encore de l'acier. Ce dernier occupe une place de choix en joaillerie, du fait de ses nombreuses qualités. Aujourd'hui, il fait partie des tendances à suivre en matière de bijoux. À côté de l'or et de bien d'autres métaux et pierres précieuses, l'acier inoxydable a trouvé une place honorable. Il se décline sous toutes les formes, pour le plus grand plaisir des femmes. Il possède de nombreuses propriétés, dont son potentiel anticorrosif. « Les bijoux en acier inoxydable se gardent très longtemps, grâce à leur grande résistance. Ils ne perdent pas de leur couleur et ne rouillent pas avec l'usure. Vous pouvez le garder sous la douche et même pour dormir », déclare un vendeur.

BOTULISME ET THON
ATUN MARATUN

L'Institut Pasteur rend son verdict

La semaine dernière, le décès, à Constantine, d'un jeune homme de 22 ans à cause du botulisme a défrayé la chronique. Les réseaux sociaux amplifiant l'affaire, une sorte de vent de panique a soufflé parmi les Algériens, et chacun s'en est allé tirer ses propres conclusions.

Et pour cause, les premières informations qui ont circulé ont lié ce décès à la consommation d'une boîte de thon à la tomate de la marque ATUN Maratun. Dans la foulée, et pour dissiper le doute, le ministère du Commerce a décidé de retirer le lot concerné du marché pour le soumettre à des tests de laboratoire, à l'Institut Pasteur.

À ce propos, l'association de protection du consommateur, APOCE, a rendu public aujourd'hui (27 août) le rapport d'analyse bactériologique du lot « 23005233 du thon à la tomate Maratun (échantillon de 5 unités ; date de fabrication : 30/5/2023 ; date de limite de consommation : 30/5/2027). Conclusion de l'Institut Pasteur Algérie : les résultats de l'analyse sont formels et sans équivoque : l'échantillon de 5 unités soumis à l'Institut Pasteur d'Algérie le 23/8/2023 ne présente aucune trace de la bactérie du botulisme. « ABSENCE ASR », peut-on lire dans la conclusion du rapport. Ce qui se traduit par : absence de bactéries anaérobies sulfite-réductrices. Pour sa part, l'APOCE n'a pas hésité à parler de « complot », évoquant des anomalies nombreuses qui ont entaché la procédure d'enquête. Dès lors, « le produit est propre à la consommation et ne présente aucun risque », conclut l'association.

COOPÉRATION MILITAIRE

La corvette russe « MERKURIY 734 » accoste au port d'Alger

Dans le cadre de la concrétisation du programme de coopération militaire bilatérale algéro-russe, des activités de coopération militaire algéro-russe, la corvette « MERKURIY 734 », de la flotte russe pour la mer Noire a accosté, au port d'Alger. Selon le communiqué du ministère de la défense nationale dans un

communiqué, le capitaine du navire a effectué, en marge de cette escale, une visite de courtoisie au général de Brigade, Commandant par intérim de la façade maritime centre.

Cette escale, qui durera jusqu'au 29 août 2023, verra également plusieurs activités culturelles et sportives au profit de l'équipage du navire.

L'objectif est de renforcer les relations de coopération militaire bilatérale entre les deux Forces navales, l'échange d'expériences et la consolidation de la coordination entre les deux armées. Pour rappel, le Bâtiment Hydrographique KILDIN SSV-512 de la flotte russe de la Mer Noire avait accosté, le 16 août 2023 au port d'Alger dans une

escale de trois jours.

En outre, le 21 août dernier, un groupe de navires de guerre des mines en Méditerranée (TG 441.04), de l'OTAN a accosté au port d'Alger, dans une escale de trois jours. Il s'agissait de deux navires italiens de déminage, le « ITS STROMNOLI A 5327 » et le « ITS NUNAMANA A 5557 ».

VERSEMENT DE LA PRIME DE SCOLARITÉ À BATNA

Elle bénéficiera à 100.000 familles

La direction de l'Education nationale a annoncé, le versement de la prime de scolarité, sur les Comptes Courant Postaux (CCP) des bénéficiaires. Ainsi, les familles en difficulté financière et celles vivant avec des salaires modestes, ne suffisant pas à prendre en charge les besoins quotidiens, ont reçu chacune 5.000 dinars, pour l'achat des fournitures scolaires et pour faire face aux dépenses obligatoires. Parmi les 100.000 bénéficiaires de cette prime, il y a évidemment des nécessiteux, méritant ces aides, mais il n'est pas exclu que des opportunistes et des individus à l'abri du besoin aient trouvé le moyen de parasiter le processus afin d'obtenir ladite prime, qu'ils s'imaginent être un cadeau offert à l'ensemble de la population. De plus, les citoyens bénéficiaires sont concernés par une autre opération, à savoir celle de la distribution gratuite des livres et manuels scolaires, qu'ils pourront acquérir dès le premier jour de la rentrée scolaire 2023-2024, selon des responsables de l'académie de Batna. D'autre part, des actions de solidarité sont prévues d'être effectuées par des associations caritatives, qui accompagneront, comme à leur habitude en de pareilles circonstances, les orphelins et attribueront des vêtements neufs, des cartables, des tabliers et des fournitures scolaires, sous forme de dons, aux familles pauvres et incapables de vivre sans aides. Le ministère de la Solidarité, la wilaya de Batna et la caisse de la Zakat participent également à cet élan de solidarité, destiné à redonner le sourire aux enfants issus de familles démunies.

RÉPRESSION DES FRAUDES EL TARF

Un quintal de viandes saisi à Dréan

Dans le cadre de ses missions, visant à protéger le consommateur, la Police Judiciaire (PJ) de la commune de Dréan, relevant de la wilaya d'El Tarf, en collaboration avec des éléments de la direction du Commerce et un vétérinaire, a procédé hier, samedi 26 août au contrôle des viandes rouges et blanches dans plusieurs boucheries. Lors de l'inspection d'une de ces boucheries, près d'un quintal de viandes blanches, soit 97 kilos, a été déclaré impropre à la consommation. L'odeur, pour le moins douteuse et la mauvaise conservation de la viande, ont permis de conclure que celle-ci est dangereuse pour la santé, en cas de consommation. Par la suite, la volaille a été immédiatement saisie et détruite. Un procès-verbal a été établi pour cette infraction et transmis à la justice. Ces derniers temps, il a été signalé l'utilisation d'une substance, interdite et dangereuse, par certaines boucheries. Cette dernière est légèrement étalée sur les viandes afin de les rendre résistantes à la chaleur et d'éviter leur détérioration. Par ailleurs, des ménagères ont rapporté une sensation de malaise, telle que des vertiges et des nausées, après avoir consommé du poulet. En effet, le poulet est particulièrement sensible et peu résistant à la dégradation, lorsqu'il est mal conservé, ce qui peut entraîner des intoxications alimentaires en cas de consommation.

TIZI-OUZOU

14 céréaliculteurs victimes d'incendies et de grêle indemnisés

Quatorze céréaliculteurs ayant contracté une assurance auprès de la Caisse Régionale de la Mutualité Agricole (CRMA) de Tizi-Ouzou, et qui ont subi des pertes de récoltes durant la saison 2022/2023 suite à la grêle et aux incendies, ont reçu dimanche leurs chèques d'indemnisation.

La cérémonie de remise des chèques a eu lieu au siège de la CRMA, en présence du directeur de cette mutualité, Madjid Hamdad, des partenaires du secteur agricoles et des agriculteurs assurés, issus principalement des localités d'Ait Toudert et Ouadhias. M. Hamdad a souligné lors de son intervention à l'occa-

sion, l'importance d'assurer son investissement agricole, afin de pouvoir être indemnisé en cas de sinistre et pouvoir ainsi relancer son exploitation la saison suivante et maintenir son activité. "L'acte assurantiel est important pour se faire indemniser en cas de pertes. L'assuré n'a pas besoin d'attendre que la

wilaya soit déclarée sinistrée pour recevoir une compensation des pouvoirs publics", a-t-il insisté. Concernant les céréaliculteurs qui ont reçu leurs chèques, le même responsable a indiqué à l'APS en marge de la cérémonie qu'il agit de 11 assurés ayant subi des pertes de récolte suite à la grêle du printemps dernier et

3 suite aux derniers incendies. La superficie totale affectée par ces deux aléas est de 280 ha, et le montant des chèques remis aujourd'hui se situe entre 500.000 Da et 3 millions de DA. Le calcul de la valeur de l'indemnisation se fait selon le rendement à l'hectare et la superficie détruite par la grêle ou le feu.

BOU-ARRERIDJ

Lancement d'une campagne de sensibilisation et de prévention

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Bordj Bou Arreridj a organisé à hauteur du carrefour « El Kherfane » (sortie Est de la capitale des Biban), une campagne de sensibilisation destinée à prévenir les accidents de la circulation. À cette occasion, l'adjudant-chef, Zoheir Mihoubi, du Bureau de la sécurité routière au sein de ce corps de sécurité, a indiqué dans une déclaration à la presse, que l'opération, par la-

quelle la GN entend également faire connaître la page « Tariqi » sur Facebook, vise à « accompagner les conducteurs de différents types de véhicules et à les sensibiliser aux dangers de la vitesse excessive et des dépassements dangereux, en particulier dans les virages ». La campagne aspire aussi à persuader les conducteurs à éviter certains comportements dangereux, à l'image du transport de personnes sans permis et dans des endroits non adéquats, de

la conduite sous l'influence de drogues et de boissons alcoolisées, en plus de sensibiliser aux risques que font courir les motocyclistes, pour eux-mêmes et pour autrui, en conduisant sans permis, en effectuant des manœuvres dangereuses et en ne portant pas de casque. L'adjudant-chef Mihoubi, rappelant le numéro vert mis à la disposition des citoyens par la GN (1055), a appelé les automobilistes à respecter les règles de sécurité routière et à conduire

prudemment, tout en respectant les feux de signalisation. Il les a également invités à surfer sur la page « Tariqi » qui permet de connaître l'état des routes, tout en améliorant le service public assuré par le commandement de la Gendarmerie nationale en matière d'information et de prévention à l'adresse des usagers de la route. Des conseils et des dépliants illustrés ont été distribués aux automobilistes qui ont favorablement accueilli cette initiative.

EAU POTABLE À OUM EL BOUAGHI

L'or bleu coule enfin à Bir Khachba !

Après les déboires dus à l'insuffisance et au manque d'eau potable, subis pendant tant d'années par les familles de la bourgade de Bir Khachba, à quelques encablures au nord-est de la wilaya d'Oum El Bouaghi, le projet d'Alimentation en Eau Potable (AEP), à l'aide d'un réservoir d'une capacité de quarante mètres cubes, ainsi que son raccordement au réseau d'AEP a été achevé, au grand bonheur des habitants. Le raccordement du groupe de logements ruraux, et des logements sociaux a également été effectué. Par ailleurs, l'expérimentation de remplissage à 50% du réservoir a eu lieu en présence du représentant de la subdivision des ressources en eau d'Oum El Bouaghi, du chargé des projets de l'hydraulique de la commune chef-lieu, ainsi que de l'entreprise réalisatrice.

Aïn Zitoun réhabilitée

Le coup d'envoi du projet de réhabilitation du réseau de distribution de la commune d'Aïn Zitoun, trente kilomètres au sud-ouest du chef-lieu de wilaya, a été



donné par le secrétaire général de la wilaya, représentant le wali. Avec une enveloppe financière s'élevant à plus de vingt millions de dinars, ce projet permettra l'amélioration de la plage horaire de distribution de l'eau potable, la rénovation des conduites d'acier et de PVC, la suppression des fuites, l'élimination des Maladies à Transmission Hydrique (MTH) et l'alimentation en eau potable

de près de 2.000 habitants. Les délais de réalisation du projet ont été fixés à quatre mois. Pour rappel, ce projet fait partie de la première tranche de l'opération réhabilitation du réseau de distribution et d'adduction des villes d'Ain Beida, Meskiana, Souk Naamane et Aïn Zitoun, pour laquelle l'autorisation de programme est de l'ordre des 500 millions de dinars.

La vague de l'intelligence artificielle reflue en Bourse

L'intelligence artificielle rame à Wall Street. La rhétorique de la technologie révolutionnaire imprègne toujours les discours ambitieux des dirigeants d'entreprises et les rapports enthousiastes d'analystes, mais en Bourse, la vague est retombée. La décrue est particulièrement notable sur les fonds thématiques : le fonds indicel coté (ETF) BOTZ, spécialisé dans la robotique et l'intelligence artificielle, a perdu plus de 15 % depuis son récent pic, le 18 juillet. Même Nvidia, dont l'action est la valeur emblématique de l'IA, est emporté. Le champion des semiconducteurs a perdu plus de 8 % en Bourse, soit 100 milliards de capitalisation effacée.

Par Bastien Bouchaud

Les difficultés boursières du concepteur de puces graphiques, des composants électroniques particulièrement bien adaptés pour les applications d'IA générative, témoigne d'une certaine fatigue sur les marchés. Après avoir très largement contribué au rebond fulgurant de Wall Street au premier semestre, l'IA fait moins rêver.

Remontée des taux

Certes, l'environnement s'est détérioré sur les marchés en général. Les sujets d'inquiétude ne manquent pas, à commencer par l'impact du ralentissement économique en Chine. Les valeurs technologiques, dont celles liées à l'IA, souffrent en outre de la remontée des taux d'intérêt de long terme. Aux Etats-Unis, les taux évoluent à leur niveau le plus élevé en plus de quinze ans. Ils avoisinent les 4,30 % pour les Treasuries à 10 ans, alors que beaucoup d'investisseurs comptaient sur des taux stables, ou en repli. Le discours du gouverneur de la Fed, Jerome Powell, à Jackson Hole ce vendredi



sera suivi de près par les investisseurs, dans l'espoir de gagner un peu de visibilité sur la trajectoire de la politique monétaire américaine.

Dans ce contexte, les entreprises aux valorisations les plus élevées sont les plus vulnérables. Et après la fièvre acheteuse du premier semestre, bon nombre des sociétés les mieux valorisées du marché se retrouvent dans la thématique de l'IA. Le décrochage est brutal. Le cours de C3.ai, qui détient le « ticker » (symbole boursier) « AI » à Wall Street, a fondu d'environ un tiers depuis début août. Upstart Holdings, qui utilise l'intelligence artificielle pour évaluer le risque de crédit des clients des banques, a perdu plus de 50 % en août. Mais même après ces baisses remarquables, ces deux valeurs affichent encore des progressions spectaculaires depuis le début de l'année : +140 % pour Upstart Holdings et +170 % pour C3.ai.

Les particuliers en retrait ces dernières semaines

Les investisseurs particuliers, pourtant généralement peu regardants sur les fondamentaux économiques des entreprises, se sont mis en retrait ces dernières semaines. « Compte tenu de la force et de la durée du rebond en

Bourse, nous pensons que les investisseurs particuliers sont arrivés à un point où il est plus intéressant pour eux de vendre et de cristalliser leurs gains plutôt que d'acheter opportunément lors des baisses », explique Giacomo Pierantoni de Vanda Research. Pour autant, parier sur une chute des cours des champions de l'IA est loin d'être sans risques. L'effervescence boursière du premier semestre a laissé des traces. La facture a été particulièrement salée pour les gérants qui pariaient à la baisse sur Nvidia cette année. Ils affichaient des pertes théoriques de plus de 10 milliards de dollars à la fin juillet, selon le cabinet spécialisé S3. Valeur emblématique de l'intelligence artificielle en Bourse, Nvidia est scruté de près par les investisseurs. Les prochains résultats du groupe américain devraient ainsi faire office de juge de paix pour l'ensemble du secteur. Une nouvelle bonne surprise a toutes les chances de raviver l'engouement, alors qu'une déception risque d'accélérer le repli de la thématique à Wall Street.

Source : Les Echos

L'IA entrouvre la porte des conseils d'administration

Un robot est depuis près de dix ans membre du conseil d'administration d'une société hongkongaise. Une situation qui interroge sur la place de l'IA au sein de cette instance de gouvernance. Laurence Boisseau Vital est membre du conseil d'administration de DKV (Deep Knowleg de Venture), une société de capitalrisque située à Hong Kong, et ce depuis près de dix ans. Mais, pas une fois, il n'a siégé physiquement dans cette haute instance de gouvernance, contrairement à ses pairs. Problème d'assiduité ? Non. Vital est un robot, le premier de l'histoire à avoir été nommé administrateur. Son nom signifie Validating investment tool for advancing life sciences. En 2014, cette annonce de DKV a fait sensation et affolé les spécialistes de la gouvernance. Vital allait-il faire des émules ? Allait-il remplacer les administrateurs ? En mars 2022, l'un des leaders chinois du jeu vidéo, NetDragon Websoft, a indiqué avoir confié sa filiale, Fujian NetDragon Websoft, à une femme robot, Tang Yu. Mais en dehors

de cette annonce, peu nombreuses sont les sociétés à s'être lancées, depuis, dans une telle expérimentation.

Contrainte de temps

La machine a-t-elle sa place dans un conseil d'administration ? D'un point de vue économique, pourquoi pas ? Le rôle d'un administrateur est notamment d'étudier des situations complexes, de prendre des décisions, de résoudre des problèmes et de développer des stratégies. Machine à prédire, l'intelligence artificielle, capable d'assimiler et d'utiliser un grand nombre de paramètres, peut donc apporter sa contribution. Elle peut aussi suppléer le conseil sur des questions pour lesquelles il ne dispose pas, parmi ses membres, des compétences pertinentes. Elle peut également apporter une réponse à la contrainte de temps à laquelle sont soumis les administrateurs. L'institut belge des administrateurs, Guberna, a pris le pouls d'une série d'administrateurs. « A la question "comment ChatGPT peut-il

impacter les membres d'un conseil d'administration ?", 45 % ont répondu qu'il peut les aider à préparer les réunions et 48 % qu'il peut même les aider à prendre des décisions », racontait le journal « L'Echo », en mars dernier. DKV affirme que Vital l'a littéralement sauvé de la faillite. Mais si d'un point de vue économique, le robot pourrait en théorie remplacer les administrateurs, le droit, lui, ne le permet pas en pratique. « Le droit hongkongais [...] réserve les fonctions d'administrateur à des personnes physiques, rendant donc impossible à ce stade le remplacement de l'administrateur par la machine », explique Xavier Vamparys, doctorant à Telecom Paris, membre de l'Institut Polytechnique. Ce dernier a publié dans la revue Droit des sociétés, en juin dernier, un article de recherche intitulé « l'intelligence artificielle à l'assaut des conseils d'administration: vers une gouvernance algorithmique ». Un simple outil d'aide à la décision Vital n'est donc qu'un simple outil d'aide à la décision, dont l'objet consiste à formuler des recommandations en matière d'in-

vestissement. Le droit du Delaware, premier Etat américain par le nombre d'entreprises qui y sont immatriculées, exige qu'un administrateur soit une personne physique. Idem en Australie, en Grande-Bretagne et en Allemagne. « Dans les pays qui autorisent la présence d'une personne morale au conseil d'administration, cette possibilité est généralement assortie, comme en France, de l'obligation faite à cette personne morale d'être représentée au conseil par une personne physique », ajoute Xavier Vamparys. La proposition de règlement européen visant à encadrer l'usage et la commercialisation des intelligences artificielles considère ces systèmes comme de simples outils, dont les dysfonctionnements pourraient engager la responsabilité de leurs utilisateurs. L'intelligence artificielle ne peut être jugée responsable. Elle n'a pas de conscience, n'est pas capable de jugement et n'est pas dotée d'un patrimoine.

Les Echos

MAURITANIE

Clôture du premier forum national pour la promotion de l’entrepreneuriat féminin

Le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, M. Niang Mamoudou, a supervisé, vendredi à Nouakchott, la cérémonie de clôture du premier forum national pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin, organisé par le projet "mechroui moustakbeli", relevant du même ministère, en partenariat avec l'Agence française de Développement. Dans un mot prononcé pour la circonstance, M. le ministre a indiqué que le forum a permis de débattre des différentes contraintes qui freinent l'épanouissement de l'entrepreneuriat féminin en Mauritanie, mettant en exergue les efforts consentis par les hautes autorités du pays en vue de surmonter ces contraintes. Il a souligné que le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, dans le cadre de son programme TAAHOU-DATI, a mis sur pied un plan d'action que le gouvernement s'emploie à concrétiser en vue de créer des opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes. De son côté, le directeur général de l'Agence française de Développement AFD, M. Rémy Rioux, a affirmé que la situation d'emploi de la jeunesse en Mauritanie constitue l'un des soucis majeurs des autorités publiques et ses partenaires au développement, ajoutant que le forum s'inscrit dans le cadre de l'appui de son institution au projet "mechroui moustakbeli", et que son pays, à travers l'AFD, contribue à hauteur de 9 millions d'euros au mécanisme d'appui à l'entrepreneuriat féminin. La cérémonie de clôture du forum s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère, de l'ambassadeur français accrédité en Mauritanie, au côté des cadres du département.

RESTRUCTURATION FINANCIÈRE ET MODERNISATION DES ENTREPRISES EN TUNISIE

Deux compléments essentiels

La restructuration financière et la modernisation des entreprises publiques seraient des compléments essentiels aux réformes des subventions pour permettre aux entreprises publiques du secteur de l'énergie de rétablir leur viabilité financière. La Steg en est un bon exemple.



En effet, sa crise financière actuelle pourrait être résolue grâce à un plan de restructuration financière et de modernisation visant à renforcer la gouvernance interne et externe afin d'appliquer un contrat de performance et le cadre de responsabilité avec la direction de la Steg ; recouvrer la sécurité financière en diversifiant les sources de carburant (notamment en développant les énergies renouvelables), en restructurant la dette, en gérant les risques liés au prix du pétrole et aux devises, et en ajustant les tarifs en fonction du recouvrement des coûts ; réduire les pertes commerciales et de recouvrement (qui persistent à environ 18% depuis 2017, sous l'effet de la fraude) ; et améliorer

l'efficacité des processus d'entreprise, numériser la gestion des ressources internes et optimiser la gestion des ressources humaines. Le développement des énergies renouvelables à grande échelle est essentiel pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et aux importations, tout en réduisant le coût de production de l'électricité. Le développement des énergies renouvelables accuse un retard et une lenteur considérables par rapport aux objectifs fixés par le Plan Solaire Tunisien (PST). Cela est dû à divers problèmes techniques, réglementaires, financiers, économiques et de gouvernance. Plusieurs mesures pourraient aider à résoudre ces goulots d'étranglement, notamment l'améliora-

tion de la transparence et la simplification des procédures liées aux investissements, l'annonce de projets de grande envergure, l'amélioration du partage des risques dans les accords de projet, l'amélioration de la flexibilité du réseau et le renforcement de la capacité des institutions publiques à mener le programme d'énergies renouvelables. En outre, le renforcement de la connectivité régionale avec l'UE, via le projet « Elmed » en cours de développement, permettra le développement à grande échelle des énergies renouvelables et le commerce d'électricité propre avec l'Europe et contribuera aussi à réduire le coût de l'approvisionnement en électricité dans le pays.

DRAME DE MELILLA/NADOR

Le Maroc épinglé devant le Comité des travailleurs migrants de l’ONU

Plusieurs ONG ont épinglé le Maroc devant le Comité des travailleurs migrants de l'ONU, en réitérant leur condamnation suite à la tragédie du 24 juin 2022 ayant conduit à la mort de dizaines de migrants d'origine africaine, brutalement tués par la police marocaine alors qu'ils tentaient d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla depuis la ville de Nador. Lors d'une réunion informelle avec des institutions nationales des droits de l'Homme et des ONG, organisée en marge des travaux de la 36e session de ce Comité onusien, consacrée notamment à l'examen du deuxième rapport périodique du Maroc, les organisations espagnoles Red Acoge et Andalucia Acoge ont exprimé des préoccupations concernant les accords entre Madrid et Rabat renforçant le contrôle aux frontières. "Les violences du 24 juin 2022 au point de passage entre Nador et Melilla ont été déplorables et sont le point culminant de mauvaises pratiques et de violences policières",

ont-elle déclaré, déplorant le fait qu'à ce jour, l'incident n'a pas fait l'objet d'enquêtes ni de poursuites. Les deux organisations espagnoles ont, en outre, exhorté le Maroc à "enquêter immédiatement sur ces événements et de mettre fin aux détentions arbitraires et aux expulsions massives, en particulier dans les zones proches des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla". A cet égard, Amnesty International (AI) a mis l'accent sur "les préoccupations suscitées par le non-respect par le Maroc de ses obligations concernant les 37 morts et la disparition d'au moins 77 personnes lors des événements du 24 juin 2022". L'organisation a constaté que la police et les gardes-frontières marocains avaient fait un usage excessif de la force pour disperser un groupe de 2.000 migrants, pour la plupart d'origine subsaharienne. En outre, "les gardes-frontières ont utilisé des balles en caoutchouc et des grenades lacry-

mogènes contre des personnes qui n'avaient aucun moyen de s'échapper, et ont donné des coups de pied à des personnes blessées au sol, sans défense", rappelle AI.

Torture et mauvais traitements à l'encontre de militants sahraouis

"Des témoins oculaires ont rapporté que les membres du groupe (de migrants) avaient été transportés en autocar puis abandonnés dans des lieux reculés du pays", dénonce également l'ONG, relevant que "les familles n'avaient eu aucune nouvelle de leurs proches disparus depuis leur interaction avec les gardes-frontières". Amnesty déplore le fait que "neuf mois plus tard, pas un seul agent n'a été traduit en justice, et aucune information publique n'est disponible sur ces événements". L'ONG a, dans ce contexte, appelé le gouvernement marocain à "mener des enquêtes indépendantes en tenant compte de la ques-

tion de la discrimination raciale, et d'élaborer une approche de la migration respectueuse des droits humains". D'autre part, lors des débats sur l'examen périodique universel (EPU) du Maroc au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, les intervenants ont jugé déplorable que Rabat ait rejeté toute recommandation relative au droit des Sahraouis à l'autodétermination et à l'applicabilité de la quatrième Convention de Genève dans les territoires occupés. Le Maroc a, à ce titre, été appelé à accepter la recommandation portant sur le renforcement de la coopération avec le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme, notamment en facilitant d'urgence l'accès du Haut-Commissariat au Sahara occidental occupé et en autorisant l'accès aux prisonniers politiques sahraouis. Il a également été affirmé que la torture et les autres mauvais traitements se poursuivaient au Maroc, en particulier à l'encontre de militants sahraouis.

EN UN AN, GRÂCE AUX HYDROCARBURES

Le Cameroun a multiplié par 4 ses exportations vers la France

Les exportations du Cameroun vers la France ont quadruplé en 2022, atteignant 656 milliards de FCFA, principalement grâce à une augmentation des ventes d'hydrocarbures. Cette hausse a permis au Cameroun de passer d'un déficit commercial à un excédent de 235 milliards de FCFA en 2022.



Selon les données de la direction générale du Trésor français, publiées le 4 août dernier, les exportations du Cameroun vers la France se sont établies à 656 milliards de FCFA en 2022, contre 170,5 milliards en 2021. En un an, la valeur des marchandises vendues à la France par le Cameroun a pratiquement été multipliée par 4. Cette hausse des exportations est le fait de l'augmentation exponentielle des ventes d'hydrocarbures à l'hexagone, relève Investir au Cameroun.

Quasi inexistantes en 2020 (65,6 millions de FCFA), elles se sont élevées à 26,8

milliards de FCFA en 2021 avant d'exploser à 495,9 milliards de FCFA en 2022. Il s'agit des huiles brutes (299,7 milliards de FCFA) et du gaz naturel liquéfié (196,2 milliards de FCFA). Les hydrocarbures à eux seuls ont ainsi contribué pour 96,5% à la hausse de la valeur des exportations (+487,4 milliards de FCFA).

Il est donc fort probable que la France se soit tournée vers le Cameroun pour substituer ses importations d'hydrocarbures en provenance de Russie, frappée par un embargo après l'invasion de l'Ukraine en février 2022. Il faut dire

que c'est une entreprise française qui y est le principal producteur des hydrocarbures. Selon le dernier rapport ITIE, en 2020, sur une production totale de brut de 26,56 millions de barils, 18,81 millions sont venus des champs opérés par Perenco, soit 70,8%. Le pétrolier est aussi responsable de 97,64% de la production de gaz naturel liquéfié (GNL) estimée à 72,34 Bcf et de 100% de la production de gaz de pétrole liquéfié (GPL) chiffrée à 25 064 TM.

D'un déficit à un excédent commercial

Cette forte hausse des exportations a redressé la balance commerciale du Cameroun vis-à-vis de la France. Le pays d'Afrique centrale est en effet passé d'un déficit de 185 milliards de FCFA en 2021 à un excédent de 235 milliards en 2022. Depuis au moins 2015, cette balance commerciale est déficitaire. Mais, la performance du Cameroun est un record. Sur la période, aucun des deux pays n'avait obtenu un excédent de 235 milliards de FCFA. Le plus important excédent de la France, enregistré en 2016, ayant été de 232,2 milliards.

Les exportations du Cameroun à destination de l'hexagone restent néanmoins concentrées sur peu de produits. Hors hydrocarbures, elles n'augmentent que de plus de 18,3 milliards de FCFA. Cet excédent est principalement porté par les produits agricoles et sylvicoles (+5,9 milliards), les produits agroalimentaires (+5,2 milliards), les produits métallurgiques et métalliques (+5,2 milliards), ainsi que le bois, papier et carton (+3,9 milliards), mais minoré par la baisse des exportations de matériels de transport (- 2,6 milliards).

RD CONGO

Le constructeur japonais de poids lourds UD Trucks y installera une usine de montage

Le gouvernement congolais a proposé au constructeur japonais d'installer son usine dans l'une des trois zones économiques spéciales fonctionnelles du pays, afin de lui permettre d'accéder à tous les avantages liés à l'importation des équipements.

Le constructeur japonais de poids lourds et d'autobus UD Trucks prévoit d'installer une

usine de montage en RD Congo, a annoncé le ministre congolais de l'Industrie, Julien Paluku, mardi 22 août. « UD Trucks implantera une usine de montage de véhicules en RD Congo pour répondre aux besoins des congolais en transports », a-t-il déclaré à Radio Okapi en marge de sa participation au 15e Sommet du groupe des BRICS qui se tient en

Afrique du Sud. Le ministre a également fait savoir que les autorités congolaises ont proposé au constructeur japonais d'installer son usine dans l'une des trois zones économiques spéciales fonctionnelles du pays.

« Nous avons proposé le modèle des zones économiques spéciales à UD Trucks pour lui permettre d'accéder à tous

les avantages liés à l'importation des équipements et d'assurer la compétitivité de ses produits », a-t-il souligné. Anciennement connu sous la marque Nissan Diesel, UD Trucks est une filiale d'Isuzu Motors, un constructeur automobile japonais spécialisé essentiellement dans la production de véhicules utilitaires tout-terrain et de camions de poids légers.

CRYPTOMONNAIES

le Cameroun compte au moins 900 000 utilisateurs, soit 6,76% de la population active



D'après l'étude sur le développement de la cryptomonnaie et des activités relevant du système de Ponzi au Cameroun, présentée le 24 août dernier à Yaoundé, le pays compte à ce jour près de 900 000 utilisateurs de cryptomonnaies, soit 6,76% de la population active. Ce qui place le Cameroun au 11e rang africain d'utilisateurs de cryptomonnaies, classement dominé par le Nigeria (22,33 millions d'utilisateurs). « Ce nombre s'est fortement accru depuis la crise de la covid-19, car l'utilisation de cette monnaie ne nécessite pas de déplacement », précise la présentation faite par Eric Pokem, sous-directeur des changes et des transferts à la direction de la coopération financière et monétaire (DCFM) du ministère des Finances (Minfi).

L'étude, dont la périodicité n'est pas précisée dans la présentation, a été menée au moment où plusieurs entreprises supposées exercer dans la cryptomonnaie (monnaie numérique émise de pair-à-pair, sans nécessiter de banque centrale, utilisable au moyen d'un réseau informatique décentralisé) ont fait faillite après avoir arnaqué leurs clients. Il s'agit notamment de Mida, Mekit Invest, Chymal, Liyeplimal. Ces entreprises sont accusées de mettre parallèlement en place un système de Ponzi qui est un montage financier frauduleux consistant à rémunérer les souscripteurs non pas par le fruit des investissements ou des placements, mais par les fonds procurés par les nouveaux clients. L'enquête de terrain a porté sur 18 entreprises offrant « les services de cryptomonnaie » et sur 1872 agents économiques effectuant les placements dans ce domaine. Il en ressort que leurs activités concernant globalement les conseils en investissement sur les marchés financiers, l'achat, la vente en ligne et la gestion des portefeuilles des cryptoactifs. Les investissements dans la cryptomonnaie proprement dite concernaient uniquement Global Investment Trading (GIT), détenteur de Liyeplimal, dont les adhérents étaient estimés à 90 000 pour cette activité en 2021.

POINT-MARCHÉS

Hausse en vue en Europe avec la Chine

Les principales Bourses européennes sont attendues en hausse lundi dans le sillage des places asiatiques après les annonces en provenance de la Chine, mais les échanges pourraient être marqués par une certaine prudence alors que d'importants indicateurs économiques sont attendus dès le milieu de la semaine.

D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien devrait gagner 0,9% à l'ouverture et le Dax à Francfort 0,73%. L'indice EuroStoxx 50 est attendu en progression de 0,92%. Les autorités chinoises ont annoncé dimanche une baisse de 50% du droit de timbre sur les opérations boursières domestiques et un assouplissement des règles relatives aux prêts immobiliers résidentiels. La secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, est par ailleurs arrivée dimanche à Pékin pour renforcer les liens commerciaux entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales. Ces annonces interviennent alors que les bénéfices des entreprises chinoises dans l'industrie ont chuté de 6,7% sur un an en juillet, septième mois de baisse. Les indices PMI officiels de l'activité pour le mois d'août en Chine seront publiés jeudi, tandis que ceux de l'Europe et des Etats-Unis sont prévus vendredi. Avant cela, le marché aura pris connaissance mercredi des chiffres mensuels de l'inflation en Allemagne et jeudi des données en la matière pour l'ensemble du bloc. Aux Etats-Unis, on attend jeudi la deuxième estimation du PIB du pays pour le deuxième trimestre et vendredi le rapport du département du Travail sur les créations d'emplois, le taux de chômage et les salaires pour le mois d'août. Ces données pourraient fournir aux investisseurs des éléments à même

de confirmer ou d'atténuer la portée des dernières déclarations des banquiers centraux sur l'état de l'économie lors de l'ouverture du symposium annuel de Jackson Hole, où Jerome Powell, le président de la Fed, a notamment souligné la nécessité de maintenir les taux d'intérêt élevés pendant un certain temps pour revenir à une inflation autour de 2%.

A WALL STREET

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi une séance volatile après les commentaires de Jerome Powell sur l'inflation aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones a gagné 0,73%, ou 247,48 points, à 34.346,9 points. Le S&P-500, plus large, a pris 29,40 points, soit 0,67%, à 4.405,71 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 126,67 points (0,94%) à 13.590,65 points. Jerome Powell "montre qu'il est satisfait des progrès de la politique monétaire et de la réduction de l'inflation. Mais il s'accroche toujours à l'idée qu'ils surveillent attentivement la situation et qu'ils ont encore du travail à faire", a déclaré Michael Arone, stratège en chef de State Street Global Advisors, à Boston. Même si la plupart des investisseurs s'attendent à ce que la banque centrale américaine laisse ses taux inchangés lors de sa réunion de septembre, ils craignent qu'elle ne les relève en novembre.

Aux valeurs, Gap a progressé après avoir fait état d'un bénéfice au deuxième trimestre supérieur aux attentes. Nordstrom a reculé après avoir laissé ses perspectives inchangées.

EN ASIE

A la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a fini sur un gain de 1,73% à 32.169,99 points et le Topix, plus large, a pris 1,47% à 2.299,81 points. L'indice MSCI regroupant les valeurs d'Asie et du Pacifique (hors Japon) progresse de 1,0% En Chine, le SSE Composite de Shanghai prend 1,47% et le CSI 300 gagne 1,48%.

CHANGES/TAUX

Le dollar, soutenu par la perspective d'une poursuite de la remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis, reprend son souffle (-0,17%) après avoir touché un pic de 12 semaines face à un panier de devises de

référence. L'euro se négocie à 1,0817 dollar (+0,16%). Les rendements des bons du Trésor américain à dix ans et à deux ans sont globalement stables à respectivement 4,2236% et 5,0761%, ce dernier ayant atteint vendredi son niveau le plus élevé depuis début juillet à 5,104%. En zone euro, les rendements du Bund allemand pour ces deux échéances s'affichent respectivement à 2,557% et 3,046%, pratiquement inchangés par rapport à vendredi.

PÉTROLE

Le marché pétrolier est freiné par l'inquiétude des investisseurs sur le rythme de croissance économique de la Chine et de la perspective de nouvelles hausses des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le Brent grappille 0,17% à 84,62 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) 0,28% à 80,05 dollars.

La Bourse de Paris dynamique pour débuter la semaine

La Bourse de Paris montait nettement de 0,92% lundi dans les premiers échanges, terminant de digérer les prises de paroles des banquiers centraux à Jackson Hole et une mesure de soutien des autorités chinoises à leurs Bourses. L'indice vedette CAC 40 progressait de 66,31 points pour évoluer autour de 7.295,91 points vers 09H25. Vendredi, il avait conclu sur un gain de 0,21%, pour porter son augmentation sur la semaine à 0,91%. Le marché parisien avait terminé la semaine au début des prises de paroles importantes des banquiers centraux, n'écoutant que Jerome Powell, le président de la Banque centrale américaine, quelques minutes avant la clôture. Les discours se sont succédés ensuite vendredi et samedi. "Dans l'ensemble, peu de révélations cette année de la part des banquiers centraux" estiment les analystes de Natixis Research. "Le caractère +data dependent+" de la politique monétaire, c'est-à-dire le fait que les banquiers centraux se laissent beaucoup de marge de manœuvre dans leur communication pour adapter leurs politiques

aux dernières tendances économiques, "ne s'accommoderait pas de grandes annonces. La prudence reste donc de mise et la détermination est donc intacte" selon eux. La présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde n'a toutefois donné aucune indication en vue de la réunion du 14 septembre de l'institution, laissant la possibilité ouverte au maintien des taux directeurs compte tenu de la faiblesse de l'économie européenne. Pour la Banque Postale AM, "cela tranche avec la conférence de l'année dernière, lors de laquelle tous les banquiers centraux avaient averti qu'ils allaient remonter fortement leurs taux pour combattre l'inflation". Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt à 10 ans de l'Etat français montait légèrement pour s'établir autour de 3,09%. La place parisienne est aussi portée par les vents favorables venus d'Asie, où les principaux indices progressent après des mesures de soutien des autorités aux marchés financiers, prenant la forme de la première réduction des droits de timbre sur les transactions financières depuis 2008.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 28 Août 2023 Valeur : 30 Août 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.5499	136.5649
1	EUR	EURO		147.6241	147.6949
1	GBP	POUND STERLING		171.8041	171.8662
100	JPY	JAPANESE YEN		93.2081	93.2247
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7175	18.7214
1	CHF	SWISS FRANC		154.5556	154.6426
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.3822	100.4228
1	DKK	DANISH KRONE		19.8102	19.8153
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3798	12.3836
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7138	12.7198
1	AED	UAE DIRHAM		37.1726	37.1868
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.3968	36.4027
1	KWD	KUWAITI DINAR		442.4819	442.6739
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.5161	43.9534
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5032	13.5047
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.1477	28.2919
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6048	3.6052
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.1810	181.1810

La Bourse de Paris est attendue en hausse lundi à l'ouverture, l'adoption de nouvelles mesures de soutien à l'économie en Chine rassurant les investisseurs et atténuant les craintes de récession. Vers 8h15, le contrat 'future' - livraison septembre - sur l'indice CAC 40 grimpe de 60,5 points à 7308,5 points, laissant entrevoir un retour dans la zone des 7300 points à l'ouverture. L'annonce par la Chine d'une réduction de moitié de la taxe sur les transactions boursières afin de revigorer les marchés des capitaux et stimuler la confiance des investisseurs apaise en partie les craintes d'un ralentissement marqué de l'économie mondiale. Suite à ces annonces, les marchés chinois ont fini en hausse, l'indice CSI 300 des

CAC 40 La hausse se poursuit, la Chine rassure

grandes capitalisations de Chine continentale ayant repris 1,6% lundi. En dépit des craintes grandissantes qui entourent la croissance mondiale, le marché parisien avait réussi à s'adjuger 0,9% la semaine passée, ce qui lui permet d'afficher encore un gain de plus de 11% depuis le début de l'année. Une série d'indicateurs décevants en Europe, PMI en tête, est venue alimenter les inquiétudes sur la santé de l'économie, des inquiétudes renforcées par le net ralentissement de l'activité observé en Allemagne. Le ton peu accommodant adopté vendredi

par Jerome Powell, le président de la Fed, à l'occasion du sommet de Jackson Hole a également obscurci le moral des investisseurs. La séance du jour devrait rester calme grâce à un agenda allégé aussi bien du côté des résultats d'entreprise que des statistiques économiques, d'autant que la Bourse de Londres restera fermée pour le 'Summer Bank Holiday'. Mais les doutes sur la croissance mondiale devraient rester le fil rouge de la semaine sur les marchés, avec plusieurs statistiques attendues, dont les chiffres de l'emploi aux Etats-Unis vendredi, toujours très

suivis. Au programme également, une première estimation très attendue des prix à la consommation en zone euro pour le mois d'août, qui tombera jeudi. Vendredi, la Bourse de New York avait terminé en hausse malgré la tonalité ferme du discours de Jerome Powell, qui semble fermer la porte à une prochaine décrue des taux de la Fed. L'indice Dow Jones a gagné 0,7% et le Nasdaq plus de 0,9%. Sur la semaine écoulée, les deux indices ont connu des évolutions contrastées, le Dow Jones ayant reculé de 0,4% et le Nasdaq ayant pris plus de 2%, ce qui lui permet de repasser la barre des 30% de hausse cette année. Le rendement des Treasuries à dix ans reflue à moins de 4,24% lundi, après avoir atteint la semaine passée un plus de 16 ans, au-delà de 4,36%.

FRANCE

Emmanuel Macron cherche à désamorcer la grogne patronale

Le Medef ouvre ce lundi 28 août, sa traditionnelle université d'été, la Rencontre des entrepreneurs de France (Ref), à laquelle participeront également Elisabeth Borne et Bruno Le Maire. Le chef de l'Etat veut rassurer les chefs d'entreprise, vent debout contre la décision de l'exécutif d'étaler sur plusieurs années la baisse des impôts de production.

Pas question de laisser la colère des patrons monter. Tel est le crédo d'Emmanuel Macron alors que les chefs d'entreprise sont remontés contre le gouvernement. En cause : l'étalement jusqu'à la fin du quinquennat de la suppression de la contribution à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), un impôt de production, et non plus en une seule fois, dès 2024, comme prévu. Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie, a eu beau tenter de les rassurer, jeudi, en leur affirmant que le cap du gouvernement était toujours le même, qu'il ne s'agissait que d'un étalement dans le temps mais pas d'un changement de pied, que la politique de l'offre n'était pas remise en cause... Rien n'y a fait. Le Medef comme la confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) montent au créneau.

Les chefs d'entreprise vent debout

Aussi, dans une interview au Figaro, ce lundi, Patrick Martin, le successeur de Geoffroy Roux de Bézieux à la tête du Medef, laisse-t-il, de nouveau, éclater son agacement contre l'exécutif. Comme il l'avait déjà exprimé la semaine dernière dans nos colonnes, le leader insiste : « L'incertitude fiscale est l'ennemie des entreprises ». Et d'ajouter : « Les 4 milliards de la CVAE ne représentent que 0,4% de la dépense publique. Que l'on ne vous fasse pas croire qu'on ne



peut pas trouver ailleurs cette économie. C'est inaudible pour les entreprises. Cela ne révèle ni d'un caprice, ni d'un bras de fer... » Assurément, pour lui, cette volte-face sur la CVAE constitue un coup de canif dans le contrat de confiance, un mauvais signal pour les entreprises. La pilule est d'autant plus amère à avaler que le climat des affaires se tend, que les sociétés doivent faire des investissements massifs pour la transition écologique, que les prix de l'énergie ne sont pas stabilisés ... etc.. De fait, Patrick Martin entend bien mettre la pression sur Elisabeth Borne, attendue à la Ref ce lundi après-midi. Avec un message clair, qui va bien au-delà de la seule question des impôts de production : alors que le gouvernement cherche à faire des économies sur son prochain budget, les entreprises ne se laisseront pas faire les poches facilement.

D'autant plus que l'exécutif a prévu de rogner certaines niches fiscales favorables aux entreprises - comme le dispositif Pinel qui risque de ralentir encore la construction immobilière-, ou encore de demander aux sociétés de prendre en charge des indemnités journalières pour freiner la progression des arrêts maladie. Bercy va également réduire les aides à l'apprentissage. Dans son interview au Figaro, Patrick Martin cite aussi l'Assurance chômage et prévient l'exécutif qui envisage de ponctionner une partie des excédents de l'Unedic pour créer France Travail - vaste guichet unique de l'emploi qui remplacera Pôle emploi, suivra les bénéficiaires du RSA etc - : « Il est choquant que le gouvernement veuille flécher ces sommes vers des usages auxquels elles ne sont pas du tout destinées ».

Macron parle directement aux entrepreneurs

Aussi, pour tenter de calmer le jeu, le chef de l'Etat a-t-il décidé de marquer sa présence à la REF ce lundi. L'intervention n'était pas prévue dans le programme initial. Reste qu'en fin de semaine, face à la colère qui monte, Emmanuel Macron a choisi d'intervenir lui-même. Et a enregistré, à l'intention des chefs d'entreprise, un message vidéo d'une dizaine de minutes. Cette allocution sera diffusée juste avant qu'Elisabeth Borne ne prenne la parole à l'hippodrome de Longchamp. L'objectif est de rassurer les milieux d'affaires mais aussi de leur montrer, par cette attention, qu'il compte sur eux. De leur rappeler combien la nation a besoin d'eux pour créer des emplois, générer de la compétitivité etc.

IRAN

Inauguration de la dernière phase d'un méga-gisement gazier

Plus grande réserve de gaz connue au monde, le méga-gisement de South Pars est situé à cheval entre les eaux territoriales de l'Iran et du Qatar. MaxSafaniuk / stock.adobe.com Le président iranien Ebrahim Raïssi a inauguré lundi la dernière phase de l'immense gisement gazier South Pars, développé dans le Golfe depuis les années 1990. M. Raïssi s'est rendu lundi dans la ville portuaire d'Assalouyeh (sud), où il a inauguré la phase 11 du projet lors d'une cérémonie diffusée en direct par la télévision. Plus grande réserve de gaz connue au monde, le méga-gisement de South

Pars est situé à cheval entre les eaux territoriales de l'Iran et du Qatar. Quelque 50 millions de m2 de gaz seront extraits quotidiennement des installations de la phase 11 «après l'achèvement des puits», a indiqué le ministre du pétrole, Javad Owji, présent à la cérémonie. Dans son discours, le président Raïssi a regretté que «les entreprises étrangères comme Total» n'avaient «pas rempli leurs obligations pour achever la 11ème phase de South Pars». Il a félicité les «experts iraniens» pour «avoir terminé le projet». L'immense champ gazier devait être développé par le français Total, la China National Petroleum Corpora-

tion (CNPC) et une entreprise iranienne, selon un accord de 2017 d'un montant de 4,8 milliards de dollars (environ 4,3 milliards d'euros). Mais Total s'est désengagé du projet en 2018 après le retrait américain de l'accord sur le nucléaire de 2015 et le rétablissement de sanctions par Washington contre le secteur énergétique iranien notamment. En 2019, l'Iran avait annoncé que la Chine avait de son côté abandonné le projet. L'Iran dispose des deuxième réserves mondiales de gaz, après la Russie, et des quatrième réserves mondiales de pétrole.

TAÏWAN

Le fondateur de Foxconn annonce sa candidature à la présidentielle

Terry Gou, 72 ans, affiche depuis longtemps ses ambitions présidentielles. Il faudra toutefois au patron de Foxconn, qui se présente comme indépendant, recueillir 290.000 signatures pour être éligible. Le fondateur de Foxconn et milliardaire Terry Gou a annoncé lundi 28 août sa candidature officielle à l'élection présidentielle de Taïwan en tant qu'indépendant. «J'ai décidé de participer à l'élection présidentielle de 2024 et de présenter ma candidature», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse lundi. L'élection présidentielle à Taïwan se déroulera en janvier 2024. «J'implore le peuple de Taïwan de m'accorder quatre ans», a-t-il ajouté. La Chine considère Taïwan comme une de ses provinces dont elle veut le retour dans son giron, au besoin par la force, même si elle dit privilégier une voie pacifique. «Je promets d'apporter la paix dans le détroit de Taïwan pour les cinquante prochaines années et d'instaurer les plus profonds fondements de confiance mutuelle entre les deux parties», a également ajouté Terry Gou, âgé de 72 ans.

Indépendance

Les relations entre Pékin et Taipei se sont envenimées en 2016 avec l'arrivée au pouvoir de la présidente Tsai Ing-wen, qui refuse toute prétention chinoise sur Taïwan, refuge des nationalistes chinois à la fin de la guerre civile en Chine, remportée par les communistes en 1949. Le milliardaire a promis qu'il «ne laisserait jamais Taïwan devenir la prochaine Ukraine» en référence à son invasion par la Russie. Interrogé sur ses liens avec le gouvernement chinois compte tenu des investissements massifs de Foxconn sur le continent, Terry Gou a rappelé qu'il n'était plus impliqué dans la gestion de l'entreprise depuis quatre ans. «Je n'ai jamais été sous le contrôle (du Parti communiste chinois)», a-t-il précisé avant d'assurer : «Je ne serai pas menacé». Terry Gou, 72 ans qui affiche depuis longtemps ses ambitions présidentielles, avait déclaré plus tôt cette année chercher à obtenir l'investiture du Kuomintang (KMT), principal parti d'opposition de Taïwan. Mais le KMT lui a préféré un ancien chef de la police, Hou Yu-ih, aujourd'hui maire de la ville de New Taipei en dépit de ses mauvais résultats ces dernières semaines. Il faudra toutefois au patron de Foxconn, qui se présente comme indépendant, encore recueillir 290.000 signatures pour être éligible. Terry Gou a organisé ces derniers mois plusieurs événements aux allures de campagne électorale à Taïwan. Foxconn - également connu sous son nom officiel de Hon Hai Precision Industry - est le plus grand fabricant d'électronique sous contrat au monde et assemble des appareils pour de nombreuses entreprises, notamment pour Apple. Le vice-président Lai Ching-te, membre du Parti démocratique progressiste de Mme Tsai Ing-wen, est actuellement le favori.

MINI ELECTRIC

Jusqu'à 218 ch et 400 km d'autonomie

Mini en dit un peu plus sur sa future Mini Electric dont deux versions sont prévues, Cooper E et Cooper SE, avec différents niveaux de puissance et de batterie. Cette nouvelle Mini semble prendre du volume, notamment au niveau de la calandre.



Mi-avril dernier, nous vous dévoilions les lignes définitives de la prochaine Mini ainsi que certaines caractéristiques techniques. C'est désormais officiel, la version électrique, puisqu'une thermique est également prévue, va profiter de deux moteurs. Le premier délivrera une puissance de 135 kW (soit 184 ch) en Cooper E, le second atteindra 160 kW (soit 218 ch) en Cooper SE.

Deux batteries sont également au programme avec une capacité de 40,7 kWh pour la Cooper E et 54,2 kWh pour la Cooper SE. Aujourd'hui, la Mini Electric doit se contenter d'une seule version de 135 kW (soit 184 ch) et d'un accumulateur de seulement 32,6 kWh. Elle est capable de parcourir jusqu'à 231 km en une seule charge, alors que la prochaine Mini est donnée entre 300 et 400 km, selon

l'accumulateur.

Ces chiffres sont comparables à ceux que l'on retrouve dans le groupe Stellantis (batterie de 54 kWh et environ 420 km), notamment sur les Jeep Avenger et DS 3 E-Tense. Cependant, ces derniers appartiennent au segment des SUV et proposent cinq portes. Mini choisit une autre voie, celle de rester fidèle à la carrosserie à trois portes. Les feux arrière, en forme de triangle, sont une nouveauté sur une Mini.

L'offensive électrique pour Mini

La marque compte beaucoup sur son modèle électrique puisqu'il a vu ses ventes augmenter de 25,5 % l'année dernière avec plus de 43 000 unités vendues. Au total, une Mini sur cinq est électrique.

En plus de cette Mini Electric, qui devrait apparaître d'ici la fin de l'année, la marque lancera prochaine Countryman à la même période, et l'Aceman viendra compléter la gamme à partir de 2024.

Mini assure que le comportement sera "go-kart feeling" notamment grâce à la batterie située dans le plancher.

VOLKSWAGEN GOLF R333

Une édition spéciale de 333 chevaux

Volkswagen propose toujours plusieurs versions sportives de la Golf. La GTD diesel proposée à partir de 47 575€, la GTI disponible à 47 860€, la GTE hybride rechargeable à 51 230€ et la GTI Clubsport à 52 735€. Cette dernière variante peut même s'équiper d'un moteur poussé à 333 chevaux en optant pour la déclinaison « 20 Years »,

ajoutant de l'équipement sportif qui fait grimper le prix à 64 345€...auxquels il faut ajouter 10 980€ de malus ! Volkswagen Golf R333, une édition spéciale de 333 chevaux- Volkswagen Golf R333, une édition spéciale de 333 chevaux Et le constructeur allemand va bientôt ajouter une série limitée sur la base de sa sportive compacte la plus puissante. La vidéo

ci-dessus annonce en effet l'arrivée de la Golf R 333 Limited Edition. Pour l'instant, elle reste dans la pénombre mais on peut déjà voir des badges « R333 » en plus de la couleur spécifique. On remarque aussi les sorties d'échappement Akrapovic, un équipement qu'on retrouvait déjà en option sur la Golf R 20 Years (pour la modique somme de 4 150€).

Cette Golf R 333 Limited Edition sera officiellement dévoilée le 31 mai prochain. Elle développera 333 chevaux comme la Golf R 20 Years et devrait disposer d'un équipement proche de cette dernière. Rappelons que la Golf 8 doit recevoir son restylage de mi-carrière l'année prochaine. Elle conservera sans doute ses versions sportives à cette occasion.

A NEW-YORK

Ce sont les bus qui verbalisent les mauvais conducteurs

Dans la ville de New-York, les verbalisations pour utilisation frauduleuse des voies de bus sont automatiquement générées via les caméras des bus de transports en commun. Et ces caméras vont bientôt détecter et verbaliser d'autres types d'infractions. Lorsque la caméra du bus filme une voiture dans une voie réservée aux bus, cette dernière est automatiquement verbalisée. Lorsque la caméra du bus filme une voiture dans une voie réservée aux bus, cette dernière est automatiquement verbalisée. Depuis la fin de l'année dernière, la ville de New-York utilise un nouveau procédé pour verbaliser les automobilistes utilisant des voies de bus de manière frauduleuse. Grâce à des caméras montées sur les bus formant le réseau de transport en commun de la ville, les voitures présentes dans les voies de bus sont filmées par ces bus et traitées de manière automatique. Une amende est ensuite envoyée au propriétaire de la voiture. Ce nouveau dispositif de verbalisations automatiques monté sur les bus de New-York doit s'étendre à d'autres types d'infractions. Déjà fort de 450 caméras, il passera à 1000 caméras d'ici l'année 2024 et permettra de détecter les stationnements gênants devant les arrêts de bus, sur les pistes cyclables ou encore les passages cloutés. Les amendes prévues de 50 dollars jusqu'à 250 dollars en cas de cumul d'infractions. Dégager les voies de bus A l'origine, ces verbalisations automatiques ont été mises en place pour inciter les automobilistes à ne plus entraver les voies de bus, mettant ces derniers en retard dans leurs services. Mais l'idée est désormais d'en profiter pour repérer et verbaliser d'autres infractions.

Volkswagen ID.7 : de la suite dans les idées

Fini l'attente ! le dernier membre de la famille ID, la gamme de voiture 100% électrique de Volkswagen se dévoile enfin ! Après l'ID 3 la compacte, les ID4 et 5 les SUV et SUV coupé, et l'ID Buzz le Combi réinterprété il ne manquait que la grande berline pour compléter la gamme. Présentée camouflée depuis des mois, ses lignes générales nous sont déjà familière, une fois dévoilée ses détails apparaissent au grand jour ! Vous le constatez le constructeur allemand a pris le parti d'un design très consensuel, peut-être même trop consensuel au risque de paraître fade, chacun se fera son avis ! A défaut, l'ambiance est plutôt néanmoins assez réussie dans

le cockpit, et donne envie de voyager à son bord ! Volkswagen annonce une version très grande autonomie avec une batterie énorme de 96 kWh qui culminera à plus de 700 km d'autonomie norme WLTP, ce sera du jamais vu si l'on exclue la Lucid Air qui navigue dans une autre sphère ! Mais pour cette prise en main notre modèle d'essai qui est n'encore qu'une présérie, il faut se contenter de ce qui sera la batterie standard, la 77 kWh, avec près de 615 km d'autonomie annoncé mais pas encore homologué, on peut s'attendre à nettement moins dans la réalité. L'ID 7 sera commercialisée à l'automne prochains pour un tarif autour des 60 000 € nous livrerons alors notre verdict



ALTERNATIVE À ITER

Les folles promesses de la fusion contrôlée aneutronique

Une compagnie privée californienne, TAE Technologies, dit avoir réalisé les toutes premières expériences de fusion hydrogène-bore dans un plasma de fusion magnétiquement confiné, et ambitionne une production industrielle à l'horizon 2030. Mais de gros défis techniques demeurent pour faire de la fusion contrôlée aneutronique une réalité commerciale.

La fusion contrôlée aneutronique, alternative à la technologie d'Iter, pourrait-elle accélérer le mouvement vers une énergie abondante? C'est ce que promet la société privée américaine TAE Technologies, alias Tri Alpha Energy. La société a annoncé fin février dans Nature communications avoir réalisé, en collaboration avec l'Institut national japonais des sciences de la fusion (NIFS), les toutes premières expériences de fusion hydrogène-bore, aussi dite proton-bore, dans un plasma de fusion magnétiquement confiné.



«Ce qui a été réalisé sur la machine du NIFS est une fusion entre un faisceau énergétique et du plasma qui contenait du bore. Les équipes de TAE ont réussi à générer une réaction de fusion proton bore et à mesurer des particules alpha dont ils disent qu'elles proviennent de la réaction de cette fusion», détaille Yanick Sarazin, directeur de recherche au CEA. Le scientifique, qui n'a pas participé aux recherches, juge le papier «assez convaincant». Mais rappelle que la route est encore longue avant d'atteindre une production d'énergie nette.

POUR SURVEILLER EN DIRECT SON ÉTAT DE SANTÉ

Bientôt des capteurs implantés dans les dents ?

Une entreprise américaine spécialisée dans la fabrication de dispositifs médicaux a développé un capteur de « diagnostic salivaire ». Cette puce microscopique s'installe sur une molaire et permet de surveiller la salive des personnes qui la portent, en continu. L'objectif est de pouvoir améliorer les diagnostics médicaux et contrôler de ma-

nière plus efficace la santé des utilisateurs, rapportent nos confrères de BFMTV.

« La salive est un liquide de diagnostic incroyable »

Si l'entreprise Lura Health a décidé de se focaliser sur la salive, c'est parce qu'il s'agit d'un excellent indicateur sur la santé bucco-dentaire des personnes mais aussi sur leur

état de santé plus global. En effet, la salive peut permettre de détecter des cancers ou encore la maladie d'Alzheimer. « La salive est un liquide de diagnostic incroyable et est utilisée pour tester plus de 1.000 problèmes de santé. Les professionnels de la santé se réfèrent même à la salive comme le nouveau sang des diagnostics de santé », a précisé l'entreprise américaine

sur son site.

Cette puce pourrait communiquer avec un appareil via le Bluetooth et ainsi offrir aux utilisateurs la possibilité de suivre leurs données en temps réel mais aussi envoyer des alertes en cas de signaux alarmants sur leur état de santé. De plus, ce dispositif serait équipé d'une batterie permettant de tenir sur la durée.

POUR LIVRER DES COLIS

La société Zipline met au point un nouveau drone

Moins coûteux et polluants que les moyens de transport classiques, les drones sont de plus en plus utilisés pour effectuer des livraisons de colis. Zipline, une entreprise spécialiste en la matière, a présenté ce mercredi un nouveau dispositif qui permet de livrer dans des villes plus denses que jusqu'à présent, et donc, à terme, de toucher beaucoup plus de marchés. Le nouveau drone, P2, a des hélices qui lui permettent de

s'immobiliser dans les airs. Une fois arrivé à destination, il libère un autre appareil, baptisé « droid », une sorte de mini-drone à hélices qui contient le paquet à livrer, et est capable d'atterrir et de décoller verticalement.

Plus petit et plus rapide

L'entreprise américaine espère ainsi réaliser des livraisons « très silencieuses et très précises, même en cas de vents

forts, même quand le vent arrache les feuilles des arbres », a expliqué Joseph Mardall, le directeur de l'ingénierie. « Vous ne remarquerez même pas que nous ne sommes là, et c'est la clef de notre succès, être invisibles », a-t-il ajouté.

Le modèle existant, P1, qui va continuer à être utilisé, n'a qu'une aile fixe, et doit donc larguer le paquet, accroché à un parachute. Il nécessite une aire d'atterrissage équivalente à deux places de parking, contre

la surface d'une table de pique-nique pour le P2 avec son « droid ». Le nouveau système est aussi plus rapide, mais il livre dans un rayon plus limité, de 16 km au lieu de 90 km.

Des livraisons de médicaments au Rwanda

Zipline prévoit de réaliser plus de 10.000 vols de tests cette année avant de déployer commercialement son nouveau drone, notamment avec la

chaîne de restauration Sweetgreen, le gouvernement rwandais et des organisations de santé américaines.

L'entreprise a indiqué dans un communiqué avoir déjà réalisé 500.000 vols commerciaux avec P1 dans le monde, des Etats-Unis au Japon en passant par le Rwanda, où ses drones permettent de livrer des médicaments dans des zones rurales difficiles d'accès.

calcul, de puissance de traitement, d'efficacité des données et de capacités de stockage, le tout avec des besoins énergétiques moindres», est-il expliqué dans l'étude.

Ses auteurs d'ajouter: «L'intelligence organoïde pourrait également améliorer notre compréhension du développement du cerveau, de l'apprentissage et de la mémoire, ce qui pourrait inspirer de nouveaux traitements pour les troubles neurologiques et de neurodéveloppement.»

Des universitaires travaillent à la mise au point d'un ordinateur constitué d'organoïdes cérébraux, une masse de neurones cultivés en laboratoire. Ceux-ci pourraient améliorer la vitesse de calcul, la puissance de traitement et la capacité de stockage des machines, tout en réduisant leur consommation énergétique, promettent les scientifiques. Les progrès en matière d'intelligence artificielle sont impressionnants, mais le cerveau humain reste (heureusement) plus performant. A tel point qu'il pourrait direc-

tement aider la machine à progresser? C'est ce qu'ont voulu savoir plusieurs scientifiques de l'Université John Hopkins à Baltimore (Etats-Unis) et du Cortical Labs à Melbourne (Australie) notamment. Dans une étude publiée le 28 février dans la revue Frontiers in science, ils expliquent en guise d'introduction que «les cerveaux peuvent réaliser plusieurs tâches à la fois et sont généralement meilleurs lorsqu'il s'agit de traiter des informations complexes comme les images.» En planchant sur la mise au point de bio-

ordinateurs constitués d'organoïdes cérébraux, des masses de cellules de cerveau humain cultivées en laboratoire à la structure tridimensionnelle, les universitaires espèrent faire bénéficier aux machines des capacités de notre matière grise. Pour eux, même si les organoïdes ne sont pas de «mini-cerveaux» à proprement parler, ils partagent des aspects clés de la fonction et de la structure cérébrale et peuvent offrir une puissance de calcul similaire. «Cette technologie promet des avancées sans précédent en matière de vitesse de

LA COMBINAISON LUNAIRE D'AXIOM

Une nouvelle ère pour les astronautes de la Nasa

Présentée le 15 mars, la combinaison lunaire conçue par la société américaine Axiom Space pour le compte de l'agence spatiale américaine (Nasa) modernise un équipement qui a peu évolué depuis les premiers pas sur le satellite.

Contrairement au prototype présenté par Axiom Space, la combinaison prévue pour aller sur la Lune en 2025 sera blanche.

L'un des principaux freins au retour de l'humain sur la Lune se desserre. La start-up américaine Axiom Space a présenté, le 15 mars, son Axiom Extravehicular Mobility Unit (AxEMU), la nouvelle génération de combinaison spatiale de l'agence spatiale américaine (Nasa), spécialement pensée pour fouler le régolithe du satellite terrestre lors de la mission Artemis III. Un renouvellement de la garde-robe spatiale : les combinaisons sont utilisées dans la station spatiale internationale (ISS) depuis... quarante ans.

Première différence frappante entre les deux générations, la combinaison présentée par Axiom lors d'une conférence digne des Gafam – encore au stade de prototype – est noire. La raison ? Purement cosmétique. Sa version définitive sera, comme sa grande sœur, blanche, afin de réfléchir les rayons et la chaleur solaires. Outre ce détail scénographique, l'AxEMU compte bel et bien son lot d'innovations.

Charlot	↘	Capitale de Madagascar	↘	Arbre à caoutchouc	↘	Meneuses d'équidés	↘	Fait	↘	Grande retenue	↘	Lisières	↘
Comptoir français en Inde		Juge				Matière à panier		Réunions de personnes		Un anglais		Homme facile à tromper	
↘		↘				↘		↘		↘			
Exécution parfaite	→			Autour de nous	→							↘	
Armes de trait				Désavantagent									
↘				↘									
Espaces pour denrées	→												
Mentionnass										C'était la police des polices	→		
↘										Pays d'Asie			
					Entrée vietnamienne	→				Travail obligatoire	→		Zone de gazon au golf
					Bluff					Porteur de charges			
Ville de la Mayenne	→				↘		Homme de main sans scrupules	→		↘		Effet acoustique	↘
Grandes étendues													
↘							Le 29 n'arrive que tous les 4 ans	Certains la contourne	→			Erbium	→
												Grande animation	↘
Capitale des Pouilles		Télévision belge	→				↘	Tendrement serré	→			↘	
↘		Confirmation écrite											
		↘			Évasion nocturne	→				Plante potagère	→		
										Domaine des Ases			
Maître de Rantanplan	→									↘			
Instrument à corde								Petite figurine provençale	→				
↘													
				Vieux bœuf	→								
				A été remplacé par le RSA									
Deux romain	→			Radio du Monde	→			Sport de glisse	→			Femme sans nombril	Soumission excessive
Emplies de fumée				Union cycliste								↘	↘
↘				↘									
Démonstratif	En ce lieu	→			Engager des soldats	→							
	Très ébranlé				Ville de fouilles								
↘	↘				↘								
				Palmier des régions chaudes			Châssis	→				Fis manger de force	
							Bouclier médiéval						
Possessif	→			Os de poisson	→		↘						
Personnage grossier				Tirant sur le fauve						Jamais vieux		Soldat américain	→
↘				↘						↘			
												Devant Capone	→
												Mets fin au menu	
Enveloppe d'un végétal	Désigne celui-ci	→			Petite embarcation	→						↘	
	Cuivre				Toucher au tennis								
↘	↘				↘								
							Poussât une exclamation (se)	→					
Première page	→			Boissons chaudes	→					Son nom indique sa forme	→		

Le Maroc empêche les journalistes espagnols d'accéder au Sahara occidental

Le Maroc empêche les journalistes espagnols d'accéder au Sahara occidental occupé sans aucun argument juridique, a indiqué Nicolas Castellano, un reporter dont le travail est basé sur les victimes de violations du droit international, soulignant que le régime du Makhzen empêchait le droit à l'information dans ce territoire non-autonome. "Le Maroc empêche les journalistes espagnols d'accéder au territoire du Sahara occidental sans aucun argument juridique. Nous sommes nombreux à essayer d'accéder au territoire mais nous sommes expulsés en toute impunité car ni les Nations unies ni même l'Etat espagnol ne protestent ou ne demandent d'explications", a affirmé le journaliste spécialisé dans les contenus sur la migration, dans une interview accordée au site d'information elDiario.

ACTIONS D'ÉCLAT DES FIDAYINE EN FRANCE

Une étape cruciale de la lutte armée pour le recouvrement de la souveraineté nationale

Les participants à une rencontre organisée, dimanche à Alger, à l'occasion du 65e anniversaire des actions d'éclat menées par les fdayine sur le sol français, ont mis en avant le rôle majeur des émigrés algériens dans l'ouverture d'un "second front" de la Révolution au cœur du territoire de l'ennemi, une étape cruciale de la lutte armée pour le recouvrement de la souveraineté nationale. Les participants à cette rencontre, organisée par l'Association Machâal Echahid, ont affirmé que la date du 25 août 1958 marquait une étape cruciale, celle de la lutte armée portée sur le sol français, grâce aux sacrifices des militants qui activaient sous la bannière du Front de libération nationale (FLN). Le moudjahid Mohamed Ghafir, dit Moh Clichy, membre de la Fédération de France du FLN durant la Guerre de libération nationale, a fait savoir que la décision historique de porter la Révolution algérienne sur le sol français "a eu l'effet d'un véritable coup de tonnerre pour les Français, qui ont pu ainsi ressentir les souffrances endurées par les Algériens sous le joug colonial", ajoutant que "les actions d'éclat menées avaient également créé une crise politique en France". "Conformément aux directives de la direction politique, les opérations menées par les fdayine ont ciblé des sites stratégiques sur le sol français", a-t-il précisé, soulignant que la grève des huit (8) jours, déclenchée par les Algériens en 1957, l'offensive du Nord-Constantinois (20 août 1955) et le Congrès de la Soummam (20 août 1956) avaient "grandement incité le Front de libération nationale à porter la Révolution en territoire ennemi".



ÉLARGISSEMENT DES BRICS

Les usines asiatiques s'emparent de la matrice monétaire du Moyen-Orient

Par Bastien Bouchaud

Le sommet des BRICS, qui s'est réuni du 22 au 24 août à Johannesburg permet d'esquisser la nouvelle stratégie de cette alliance. En effet, l'intégration de six nouveaux membres au 1er janvier 2024 donne une coloration géopolitique à la fédération des émergents : elle permet aux usines asiatiques de sécuriser les combustibles indispensables à leur bonne marche et à s'emparer de deux bras de mer stratégiques tout en renforçant la crédibilité d'échanges monétaires alternatifs. Les nouveaux entrants, que sont l'Arabie Saoudite, l'Argentine, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte l'Iran et l'Éthiopie représenteront désormais 11 % du PIB total du groupe, ce qui représente une croissance maîtrisée si l'on prend en compte le nombre important de pays ayant sollicité leur intégration pour 2024. Les nouveaux entrants, indiqués en orange sur la carte et le graphique vont reléguer l'Afrique du Sud, organisatrice du sommet, au 9e rang.

Si l'on procède à une analyse plus fine, l'on note qu'au sein même de ce continent, le centre de gravité des BRICS se déplacera légèrement vers l'Occident en raison de l'intégration de trois pays du Moyen-Orient : l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. Après ce tribut rendu au chiffre qui est, selon le joli mot de Lamartine, la négation de toute pensée [1] , il convient d'interroger la signification politique de l'élargissement afin de répondre aux rieurs qui, faute de profondeur historique ne voient dans ce nouveau groupe qu'un assemblage hétéroclite de contestataires frappés de retard technologique.

A l'échelle du continent asiatique l'intégration de l'Iran fait rentrer le troisième membre du nouvel empire mongol [2] au sein des BRICS. Outre le potentiel créatif de la Perse, brusquement annexé, cette extension signifie que l'ancienne alliance de circonstance entre les émergents pourrait prendre une tournure résolument géopolitique. Par

tégré. L'on sait que la Chine avait joué un rôle non négligeable dans le rapprochement irano-saoudien. Désormais, l'enceinte des BRICS pourrait permettre de structurer ce partenariat fragile et naissant. La troisième pièce du puzzle moyen-oriental est celle des Émirats Arabes Unis qui s'étaient ostensiblement rapprochés du Nouvel Empire Mongol en recevant Bachar Al-Assad à Abou Dhabi le 18 mars 2022. Ce tournant diplomatique avait généré des sanctions financières immédiates de la part des Etats-Unis. Mohammed Ben Zayed, le dirigeant de fait des Émirats, entretient de longue date des relations étroites et chaleureuses avec Vladimir Poutine. Elles sont fondées sur l'intérêt partagé de ces deux régimes à maintenir, sous l'égide de l'Arabie saoudite, les prix les plus élevés du pétrole. L'importance des investissements des oligarques russes à Dubaï a ajouté une dimension aussi profitable que sensible à cette relation bilatérale. Selon les agents immobiliers dubaïotes, les marchés haussiers n'ont jamais connu un tel pic : une quantité notable d'investisseurs russes y achètent des appartements. D'un point de vue global, l'élargissement des BRICS se présente comme un signal faible supplémentaire du basculement géopolitique en cours : en 1945, les Etats-Unis se substituaient à la puissance tutélaire britannique au Moyen-Orient. Près de quatre-vingts ans plus tard, la Chine se rapproche significativement des réserves pétrolières et gazières qui fondèrent la domination historique du dollar. Ce basculement va s'opérer insensiblement, et ne se traduira pas immédiatement par une guerre des monnaies. Celle-ci a en effet pour préalable la mise en place d'une infrastructure numérique permettant une alternative au dollar. Or les géants occidentaux du numérique se sont efforcés de sécuriser ces infrastructures qu'il s'agisse des satellites ou des câbles. Celles-ci constituent en effet le nouveau squelette matériel des monnaies et la lutte va être âpre pour s'en emparer. Pour les puissances technologistes mercantiles, l'accélération de la révolution numérique conditionne la survie même du dollar. Face à elles, le groupe des

BRICS, qui intègre en janvier 290 millions de musulmans supplémentaires dont un tiers de chiites, renforcera sa présence sur deux bras de mer stratégiques : le golfe Persique et la partie septentrionale de la mer rouge par laquelle transitent 25 millions de containers tous les ans. Au-delà des effets de communication, l'on peut s'interroger pour savoir si les BRICS n'ont pas ici mis en œuvre une stratégie du XXe siècle consistant à s'emparer des sources d'hydrocarbures et des principales routes maritimes alors que les Etats-Unis concentrent leurs efforts sur l'accaparement des infrastructures numériques afin de pouvoir monopoliser les bénéfices de la révolution digitale du XXIe siècle.

(*)Professeur de géopolitique, Habilité à diriger des recherches
Source : l'Asie Stratégique

[1] « Le chiffre seul était permis, honoré, protégé, payé. Comme le chiffre ne raisonne pas, comme c'est un merveilleux instrument passif de tyrannie qui ne demande jamais à quoi on l'emploie, qui n'examine nullement si on le fait servir à l'oppression du genre humain ou à sa délivrance, au meurtre de l'esprit ou à son émancipation, le chef militaire de cette époque ne voulait pas d'autre missionnaire, pas d'autre séide, et ce séide le servait bien. Il n'y avait pas une idée en Europe qui ne fût foulée sous son talon, pas une bouche qui ne fût bâillonnée par sa main de plomb. Depuis ce temps, j'abhorre le chiffre, cette négation de toute pensée, et il m'est resté contre cette puissance des mathématiques exclusive et jalouse le même sentiment, la même horreur qui reste au forçat contre les fers durs et glacés rivés sur ses membres et dont il croit éprouver encore la froide et meurtrissante impression quand il entend le cliquetis d'une chaîne. Les mathématiques étaient les chaînes de la pensée humaine. Je respire ; elles sont brisées ! » Alphonse de Lamartine, Des destinées de la poésie, Paris, Librairie de Furne, 1834, p. 7
[2] Le Nouvel Empire Mongol, qui reprend en partie la construction géopolitique de Gengis Khan constitue une alliance continentale souple entre la Russie, l'Iran et la Chine. Il s'oppose aux républiques maritimes commerciales nées dans le sillage de l'Angleterre.

Rang	Pays membres des BRICS	% du PIB
1	Chine	61
2	Inde	11
3	Russie	7
4	Brésil	6
5	Arabie Saoudite	4
6	Argentine	2
7	Émirats Arabes Unis	1,7
8	Égypte	1,6
9	Afrique du Sud	1,3
10	Iran	1,3
11	Éthiopie	0,4

Part de chaque continent au sein du nouveau groupe des BRICS	En pourcentage du PIB
Asie	80 %
Amérique	8 %
Europe	6 %
Afrique	3,3 %

Part de trois régions d'Asie au sein des BRICS	%
Asie de l'Est	77
Asie du Sud	14
Asie de l'Ouest	9

Il n'en reste pas moins que le continent asiatique conservera une prééminence écrasante au sein des BRICS représentant à lui seul 80 % du PIB de l'alliance.

souci d'équilibre, le concurrent saoudien de l'Iran, qui s'est progressivement tourné vers la Chine et la Russie au cours des derniers mois, a été lui aussi in-